

Sou2001-1339

Centre de recherche
pour l'étude
et l'observation
des conditions
de vie

Sou2001-1339

142, rue du Chevaleret

75013 PARIS

Tél. 01 40 77 85 04

Fax 01 40 77 85 09

**CREDOC – DIRECTION
IMPORTANT**

Ce rapport est actuellement soumis à embargo ou à diffusion restreinte par le commanditaire de l'étude dont il traite. Il vous est adressé au titre de vos responsabilités à l'égard du centre.

**NOUS VOUS DEMANDONS DE NE PAS LE
DIFFUSER**

CREDOC Bibliothèque

Alexandrie™

**Crédoc - Le moral économique
des Français. Mars 2001.**

R8 0483



0000112613/ ex 01

CREDOC Bibliothèque

Alexandrie™

CRÉDOC

L'ENTREPRISE DE RECHERCHE

CREDOC Bibliothèque

Alexandrie™

**Crédoc - Le moral économique
des Français. Mars 2001.**

R8 0483



0000112613/ ex 01

CREDOC Bibliothèque

Alexandrie™



Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Début 2001 : Malgré le maintien de fortes
inquiétudes, le moral économique des Français
atteint un niveau exceptionnel, le plus haut depuis
deux décennies.**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2001

20 MARS 2001

142, rue du Chevaleret
75013 - PARIS



Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Début 2001 : Malgré le maintien de fortes
inquiétudes, le moral économique des Français
atteint un niveau exceptionnel, le plus haut depuis
deux décennies.**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2001

20 MARS 2001

142, rue du Chevaleret

75013 - PARIS

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

Le département "Conditions de vie et Aspirations des Français" est composé de :

- . Georges Hatchuel (Directeur Général Adjoint du CREDOC)
- . Marc Bernardot, Régis Bigot, Patricia Crouette, Isabelle Delakian, Catherine Duflos, Laurent Ortalda.

CREDOC

Président : Bernard Schaefer

Directeur Général : Robert Rochefort

SOMMAIRE

Pages

Introduction : cinq évolutions principales, une période exceptionnelle	1
1. Un moral économique record	3
2. Les préoccupations changent : le chômage recule ; les maladies graves et l'insécurité progressent.....	16
3. Un début de remontée des revendications catégorielles	23
4. Les inquiétudes ne reculent pas	28
5. Le « durcissement » des attitudes à l'égard des aides sociales se confirme	36
En guise de conclusion	43
 * * *	
Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2001	46



G. Hatchuel

20 Mars 2001

Début 2001 : Malgré le maintien de fortes inquiétudes, le moral économique des Français atteint un niveau exceptionnel, le plus haut depuis deux décennies.

Réalisée chaque année depuis 1978, l'enquête « *Conditions de Vie et Aspirations des Français* » permet de repérer et d'analyser, dans la durée, les principaux mouvements de fond qui traversent la société française. Elle permet aussi de déceler les grandes tendances conjoncturelles qui affectent semestriellement les opinions des différentes franges du corps social. De ce point de vue, les premiers résultats de la vague de janvier 2001, vus en perspective sur plus de deux décennies, apportent des indications très parlantes sur l'état d'esprit actuel de la population : jamais, depuis la création du système d'enquêtes (23 ans), le moral économique des ménages n'avait été aussi bon. Un optimisme profond, basé sur la baisse du chômage, et qui affecte tous les groupes sociaux.

La période est donc **exceptionnelle**. Exceptionnelle à un double titre. D'abord, parce que les opinions des ménages sur leur situation, **présente** ou **à venir**, atteignent un niveau d'optimisme inédit : l'indicateur résumant ces jugements bat son record pour le troisième semestre consécutif. Ensuite, parce que l'amélioration ressentie ne touche plus seulement, comme c'était le cas au début 2000, les appréciations sur les situations **personnelles**, mais concerne aussi, maintenant, la façon dont chacun voit la situation des « **autres** ».

Effacées, les années 90 de profonde morosité collective ! Oubliées, les interrogations lancinantes, dubitatives et incertaines, des années 80 !... Face à cet optimisme sans

précédent, les autres inflexions paraissent, à vrai dire, presque « secondaires ». Et pourtant, elles sont loin d'être négligeables : des revendications catégorielles se font jour ; les doutes sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales ne reculent pas ; les inquiétudes restent à un niveau particulièrement élevé ; notamment, les préoccupations relatives à « la violence, l'insécurité » et à l'agression dans la rue progressent. Mais ces craintes ne semblent pas vraiment peser sur l'optimisme ambiant. Comme si chacun avait choisi, presque volontairement, de reléguer au second plan des « peurs », des dangers dont il a pourtant une conscience plus qu'aiguë ; comme si chacun admettait qu'il lui faudrait maintenant, inéluctablement, « vivre avec ses peurs ».

Finalement, analysées par comparaison avec les résultats de janvier 2000, **cinq éléments principaux** se dégagent¹ :

1. Jamais, depuis 23 ans, les anticipations économiques des Français n'avaient été aussi favorables.
2. Sous l'effet de la baisse ressentie du chômage, les préoccupations changent : « maladies graves », « violence et insécurité » sont maintenant au cœur des esprits.
3. Un début de mouvement revendicatif catégoriel se fait jour : le radicalisme progresse dans quelques groupes, les demandes d'augmentation de pouvoir d'achat aussi.
4. Les inquiétudes des Français restent à un niveau particulièrement élevé, bien au-delà de ce qu'elles étaient dans les années 1990.
5. Les interrogations sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales ne reculent pas. Ces doutes touchent quasiment la moitié de la population.

¹ Sachant que le modernisme en matière de mœurs continue par ailleurs à se diffuser, voir « l'Espace des Opinions », page 46 et suivantes.

1. Un moral économique record

La France a connu, de 1983 à 1999, une telle crise de confiance collective (13 fois sur 17, l'indicateur annuel d'optimisme a été négatif) qu'on a pu longtemps s'interroger sur la réalité –et la pérennité– du retour à l'optimisme des ménages. Or, les indicateurs proposés par l'enquête Aspirations ne présentent guère d'ambiguïté : l'amélioration du moral des Français est flagrante depuis la mi-1999, et les niveaux atteints, qui permettent d'étalonner la situation de l'an 2001 par rapport à celles des 22 années précédentes, sont particulièrement éloquents.

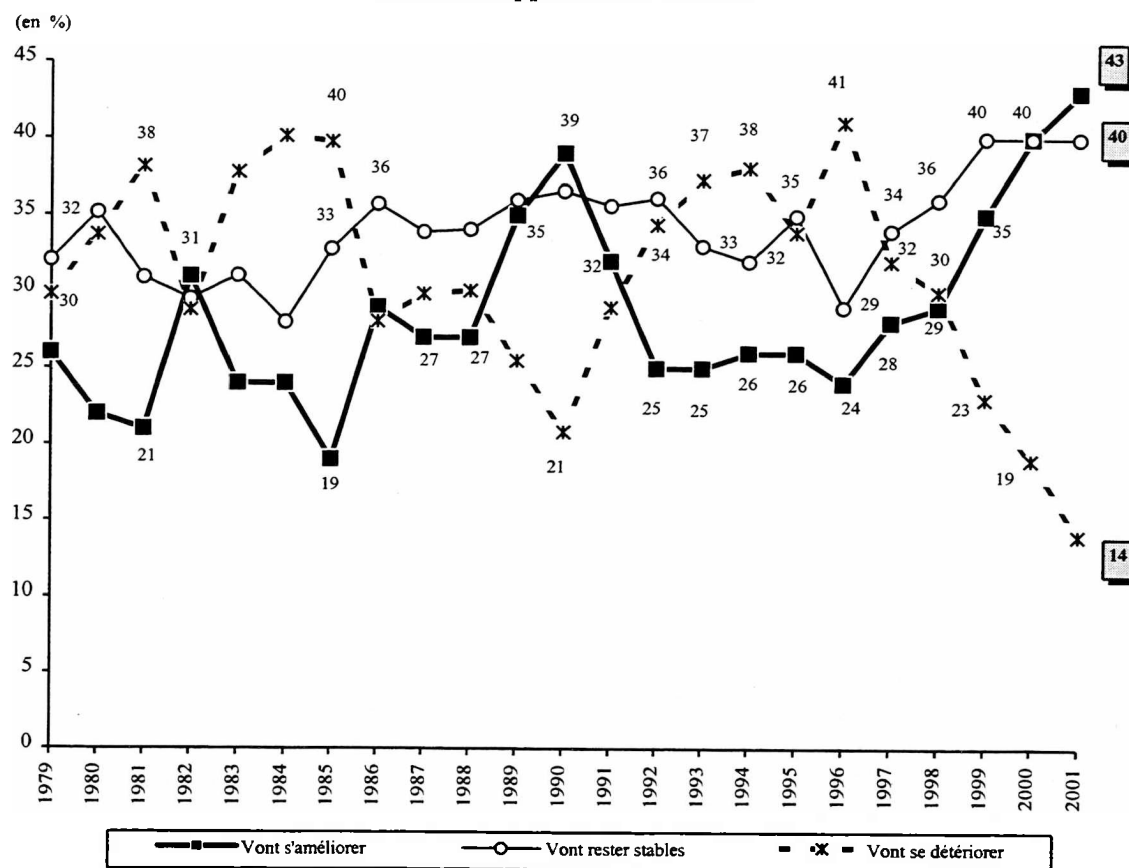
Le plus significatif est que cette amélioration touche à la fois les jugements sur **la situation présente** et sur **celle à venir**, et concerne maintenant aussi bien les **situations personnelles** que les pronostics portés sur **la situation des « autres »**.

- * **Premier indicateur de cette amélioration du moral personnel**, celui concernant **l'avenir proche** : 43 % des Français pensent que leurs conditions de vie vont s'améliorer dans les cinq prochaines années (Graphique 1). C'est le taux le plus haut depuis la création de notre système d'enquêtes (3 points de plus que l'an dernier). Le précédent « pic » de 1990 est complètement oublié (39 %).

En vérité, seulement 14 % de la population peuvent être aujourd'hui considérés comme « pessimistes » : nous parlons là des individus qui pronostiquent une détérioration prochaine de leur situation personnelle. Le pays comptait deux fois plus de « pessimistes » il y a à peine 3 ans (30 %), et il en enregistrait 19 % l'an dernier. C'est donc la deuxième année consécutive que ce chiffre passe au-dessous de la barre des 20 %.

Graphique 1

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Chaque année, nous calculons, à partir de ces données, **un solde des opinions positives ou négatives sur l'avenir personnel**². Celui-ci constitue un indicateur dont les inflexions sont suivies dans l'enquête depuis le début 1979 (Graphique 2). Ce suivi longitudinal donne toute son importance à la situation actuelle : l'indice est aujourd'hui à **un niveau véritablement sans précédent (+ 29)**, bien plus haut que celui de l'an dernier, qui était déjà exceptionnellement élevé (+ 21).

Ainsi, alors même que de 1992 à 1998 l'indicateur avait **toujours** été négatif, il est maintenant **positif pour la troisième année consécutive**. On est donc, depuis 1999, et cette année tout particulièrement, dans **une conjoncture exceptionnelle**,

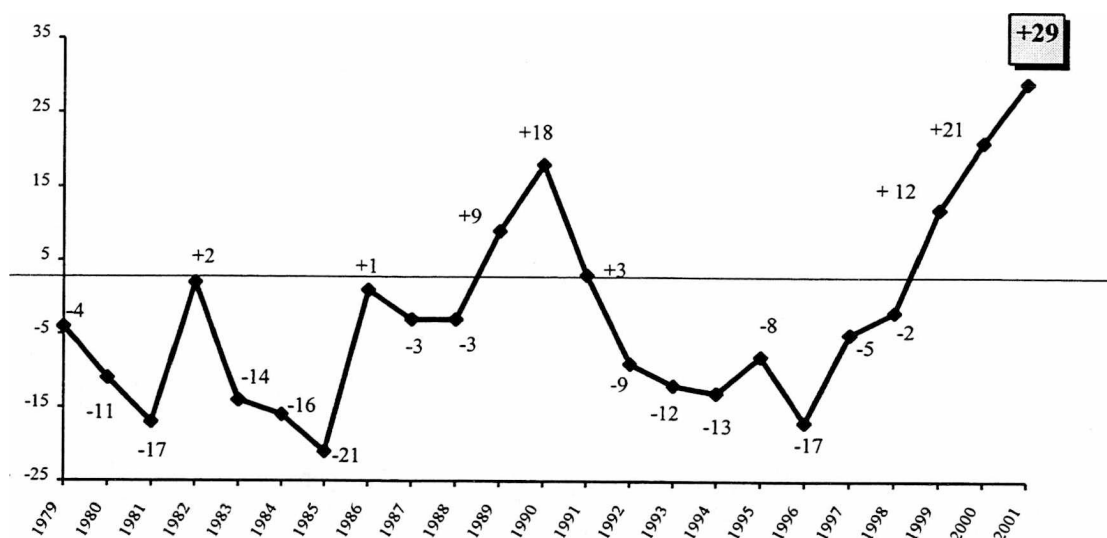
² Il s'agit du solde, au niveau global ou catégoriel, entre les deux opinions [« mes conditions de vie à venir vont s'améliorer »] - [« mes conditions de vie vont se détériorer »].

meilleure qu'elle ne l'avait jamais été depuis 23 ans. La rupture avec les années 90 est plus que flagrante.

Graphique 2

L'indicateur d'optimisme ou de pessimisme vis-à-vis des conditions de vie à venir atteint un niveau sans précédent

(Solde des anticipations positives et négatives vis-à-vis de l'avenir)⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

⁽¹⁾ Voir note page précédente

En fait, ce mouvement d'optimisme sur les conditions de vie à venir a connu deux étapes :

- D'abord, entre la fin 1998 et le début 2000, une montée très significative des espoirs individuels dans les classes « moyennes-hautes » (cadres, titulaires de revenus de plus de 10 000 F/mois, titulaires du baccalauréat) et chez les jeunes (moins de 35 ans)³.

³ Voir la note de conjoncture de l'an dernier : « Début 2000 : Les anticipations économiques des Français n'ont jamais été aussi favorables, même si l'horizon se brouille de sourdes inquiétudes... », mars 2000.

- Puis, tout au long de l'année 2000, **un « rattrapage » dans les autres groupes**, moins aisés, plus âgés ou jusqu'alors « méfiants » à l'égard du retour réel de la croissance : ainsi, l'indicateur d'optimisme s'est accru cette année de plus de 20 points chez les travailleurs indépendants, de + 14 chez les « 6 000 à 10 000 Francs mensuels », et de + 12 chez les employés ou chez les 35-50 ans (contre + 8 en moyenne en un an). L'indice a aussi gagné 14 points chez les Franciliens.

Au total, l'indicateur d'optimisme vis-à-vis de l'avenir est aujourd'hui positif dans **quasiment tous les groupes sociaux** : il est même pratiquement aussi élevé chez les bas revenus (+ 26, contre + 29 en moyenne) que chez les gens aisés (+ 34) ou chez les ouvriers (+ 35).

C'est chez les diplômés qu'il est le plus haut (+ 47 chez les diplômés du bac ou du supérieur), chez les Franciliens (+ 41), chez les cadres (+ 47) et surtout chez les moins de 25 ans (+ 65).

Une seule exception : **l'indicateur est encore négatif au-delà de 60 ans (- 8)**, et donc chez les retraités : il s'agit du groupe où l'effet « mémoire » est le plus lent à disparaître, ces individus ayant encore probablement à l'esprit les longues « années noires » passées ; il s'agit aussi de bénéficiaires d'avantages-vieillesse, qui se doutent que « l'âge d'or des retraites » est maintenant plutôt derrière eux.

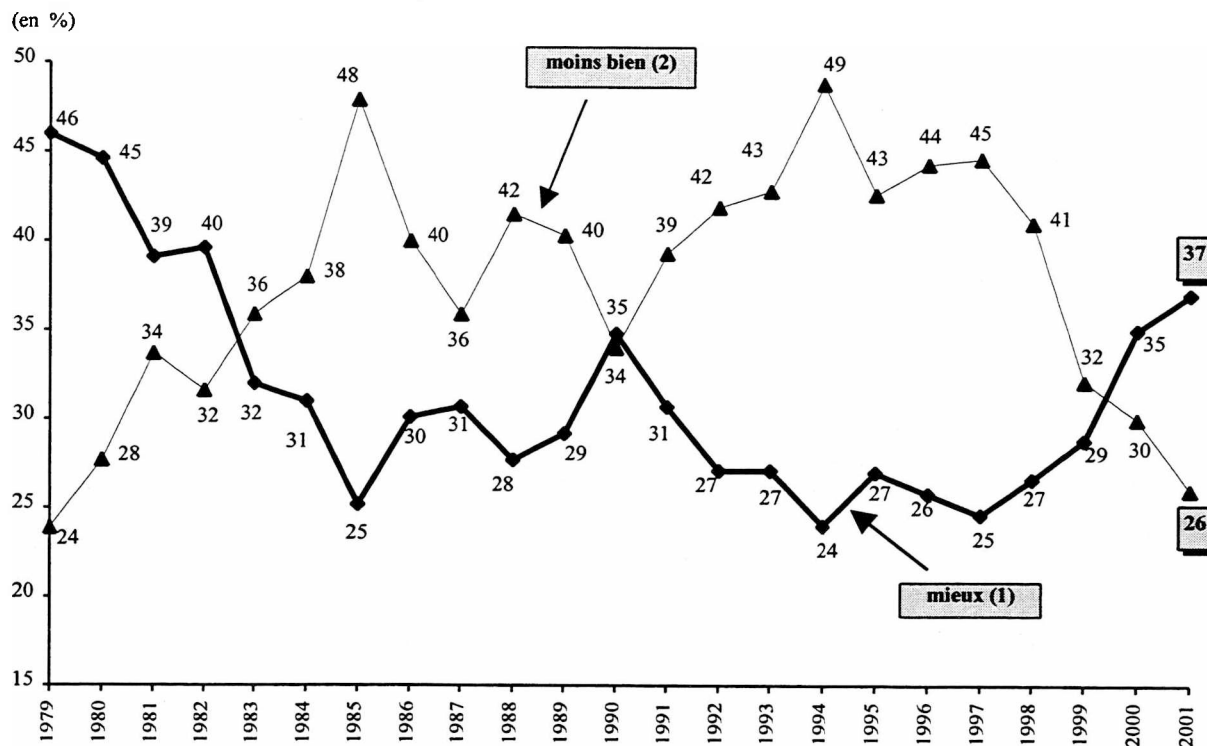
- * **Deuxième élément significatif de ce début 2001** : le regain d'optimisme envers le futur va de pair avec la **montée du sentiment que les situations personnelles présentes s'améliorent**.

On sait en effet que le regard porté par les enquêtés sur leur niveau de vie passé (celui des 10 dernières années) est un bon révélateur du jugement porté sur le **présent**. Or, là aussi, le retour de la confiance est manifeste : 37 % de la population considèrent que leur niveau de vie « va mieux » (+ 2 points en un an). C'est surtout l'écart entre le nombre d'individus qui estiment que leur niveau de vie s'améliore et le nombre de ceux qui croient qu'il se dégrade qui s'accroît nettement (Graphique 3) : le solde est positif (+ 11) et il retrouve maintenant le niveau des années 1981-1982, effaçant purement et simplement les deux dernières décennies (les soldes ont été négatifs de 1983 à 1999, avec une seule exception, l'année 1990).

Certes, les taux de 1979-1980 –où 45 à 46 % de la population estimaient que leurs revenus s'amélioreraient- ne sont pas encore atteints, mais 37 % y croient aujourd'hui : ce taux s'est accru de 10 points en trois ans.

Graphique 3

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ... (1)



Solde (1) - (2)

+22	+17	+5	+8	-4	-7	-23	-10	-5	-14	-11	+1	-8	-15	-16	-25	-16	-18	-20	-14	-3	+5	+11
-----	-----	----	----	----	----	-----	-----	----	-----	-----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	-----

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

(1) Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique

Fait notable, cette amélioration des jugements sur l'évolution des revenus personnels a, en deux ans, **touché toutes les catégories sociales sans aucune exception** : par exemple, alors que de 1999 à 2001, le nombre d'individus croyant à une amélioration de leur propre situation a gagné 8 points en moyenne, ce taux s'est accru d'au moins 6 points dans **toutes** les classes d'âge, **toutes** les tranches de revenus et **toutes** les professions. Avec une exception notable : le pourcentage a gagné 18 points chez les étudiants.

Ceci étant, puisqu'il s'agit d'appréciations sur l'évolution de son propre niveau de vie, le plus important est probablement le fait que **ce sentiment d'amélioration est également en progression au bas de l'échelle sociale** : le taux a ainsi gagné 11 points en deux ans chez les bas revenus, 6 points chez les ouvriers ou chez les non-diplômés. Même si les plus optimistes sur ces sujets sont, bien entendu, en valeur absolue, les gens aisés, les cadres, les diplômés du supérieur, les Franciliens de moins de 40 ans et les 25-34 ans (dans ces groupes, de 50 à 60 % des individus estiment que leur niveau de vie personnel s'améliore).

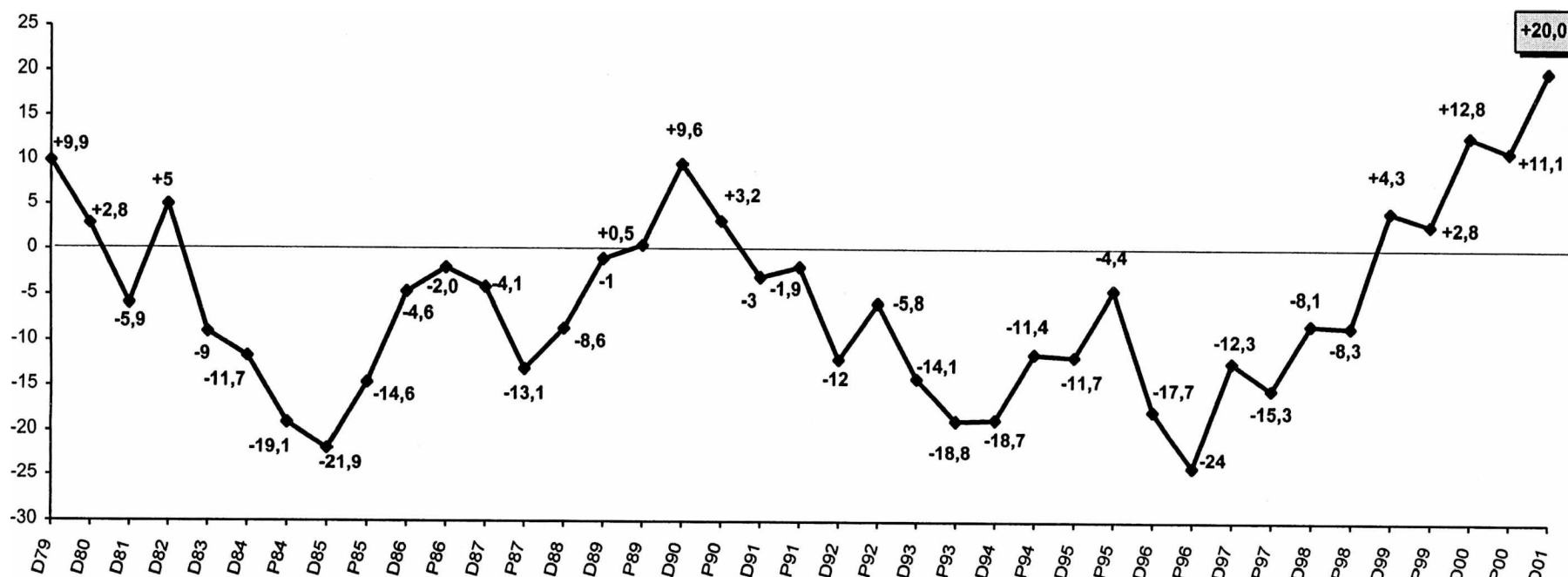
L'indicateur résumé des opinions des ménages (Graphique 4) permet, finalement, de tenir compte à la fois des deux informations précédentes sur les **situations individuelles**, aussi bien celles qui concernent **l'avenir** que celles qui ont trait au **présent**. L'observation de cet indice apporte une information particulièrement révélatrice de l'état d'esprit de la société française de 1979 à aujourd'hui⁴ :

- **La rupture dans « le mal-être » du corps social s'est produite au début 1999** : l'indicateur résumé est redevenu positif, alors qu'il ne l'avait auparavant été, de façon d'ailleurs éphémère, qu'au début 1990.
- Depuis, l'indicateur est toujours resté **positif**. Il l'est donc **depuis cinq semestres consécutifs**, signe qu'il ne s'agit pas là d'un feu de paille conjoncturel, mais d'un vrai mouvement de fond.
- Enfin, le niveau atteint cette année par l'indicateur est, de loin, **le plus haut de tous ceux révélés par l'enquête depuis sa création** (+ 20, contre + 12,8 l'an dernier, alors même qu'il s'agissait déjà d'un niveau sans précédent). La situation présente peut donc être, sans conteste, qualifiée d'historiquement exceptionnelle. **Reviendrions-nous à l'optimisme qui caractérisait la période dite des Trente Glorieuses ?**

⁴ Le graphique 4 fournit toute la série brute des données recueillies depuis début 1979, y compris enquêtes de printemps inaugurées en 1984.

Graphique 4

Les opinions des ménages sur leur situation personnelle, passée et à venir : l'indicateur résumé atteint un niveau exceptionnel¹



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

¹ L'indicateur résumé est la moyenne arithmétique des deux indicateurs suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) ; perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives). La série proposée ici est la série brute, non désaisonnalisée. P = enquête de Printemps (Juin), D = enquête de début d'année.

D'ailleurs, un élément est tout à fait révélateur de l'évolution intervenue ces derniers mois : **l'indicateur résumé est maintenant positif dans toutes les catégories sociales, sauf les plus de 60 ans**. L'an dernier, il était négatif dès 50 ans ; il l'était encore aussi chez les non-diplômés.

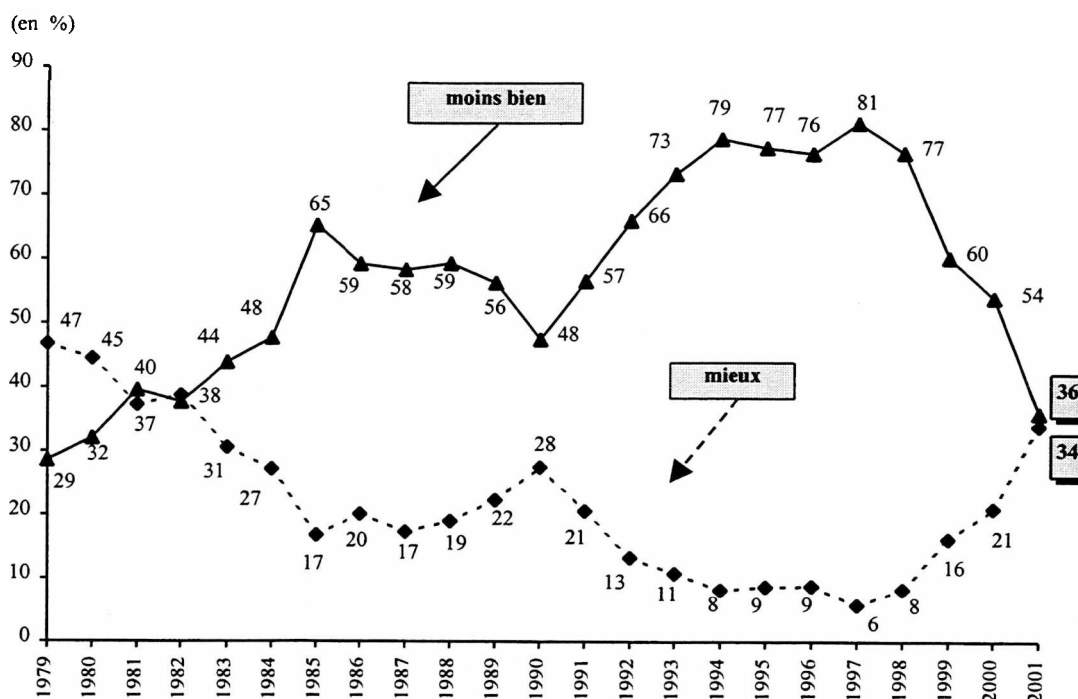
Le sentiment d'amélioration se diffuse donc dans tous les groupes, même si l'indicateur est évidemment plus élevé dans les catégories aisées et chez les diplômés. Par exemple, il est de + 39 chez les titulaires de hauts revenus (plus de 20 000 F/mois). Mais il est également positif chez les ouvriers (+ 25), chez les chômeurs (+ 21), chez les bas revenus (+ 10) ou chez les non-diplômés (+5).

- * Enfin, **le troisième élément marquant de ce début 2001** est, quant à lui, relativement **inédit**. L'an dernier, c'étaient surtout les perspectives individuelles qui s'étaient améliorées. Or la situation actuelle se caractérise par le retour du sentiment qu'enfin, **le niveau de vie des « autres » se redresse ou plutôt qu'il a fini de se dégrader** : cette année, pour la première fois depuis 1985, le nombre d'enquêtés qui croient que le niveau de vie de l'ensemble des Français se détériore est enfin passé en dessous des 50 % : le taux était de 54 % l'an dernier ; il est maintenant de 36 %, soit un recul annuel de **18 points** (Graphique 5).

A vrai dire, on est encore dans une situation « partagée » : 34 % de la population estiment que le niveau de vie des Français s'améliore, 36 % qu'il se dégrade et 28 % qu'il reste stable (« c'est pareil »). Mais il ne faut pas oublier que de 1994 à 1998, à peine 8 % de la population croyaient à une amélioration de la situation des « autres ». En trois ans, le taux a donc plus que quadruplé (Graphique 5).

Graphique 5

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

(1) Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique

En vérité, si le recul du pessimisme « collectif » a été si fort cette année, c'est parce qu'il a affecté avec quasiment la même intensité **toutes** les catégories sociales (Tableau 1). Certes, le mouvement a été encore plus accentué chez les cadres, les revenus élevés et les Franciliens. Mais même chez les non-diplômés ou les titulaires de faibles revenus, « seulement » 35 à 40 % estiment aujourd'hui que le niveau de vie des Français se dégrade, alors que c'était le cas des deux tiers d'entre eux il y a deux ans.

En un mot, le climat n'est plus à la morosité : **beaucoup de nos concitoyens estiment que la situation de l'ensemble des Français est en train de s'améliorer.**

Tableau 1

**Le pessimisme sur la situation des « autres » recule très sensiblement,
et dans tous les groupes sans exception**

*(Pourcentage d'individus estimant que le niveau de vie
de l'ensemble des Français se dégrade)*

	Début 2000	Début 2001	Evolution 2000-2001
Age			
• Moins de 25 ans	44	25	- 19
• Plus de 50 ans.....	59	39	- 20
Profession-Catégorie sociale			
• Cadre	54	30	- 24
• Ouvrier	59	41	- 18
• Femme au foyer	58	38	- 20
Revenus mensuels du foyer			
• Moins de 6 000 F	53	33	- 20
• De 10 000 à 15 000 F	56	37	- 19
• Plus de 20 000 F	50	26	- 24
Lieu de résidence			
• Commune de moins de 2000 habitants	55	38	- 17
• Agglomération de plus de 100 000 habitants ..	57	36	- 21
• Paris-Région Parisienne	54	28	- 26
Diplôme			
• Aucun diplôme, Cep	56	39	- 17
• Diplômé du supérieur	47	27	- 20
Ensemble de la population	54	36	- 18

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

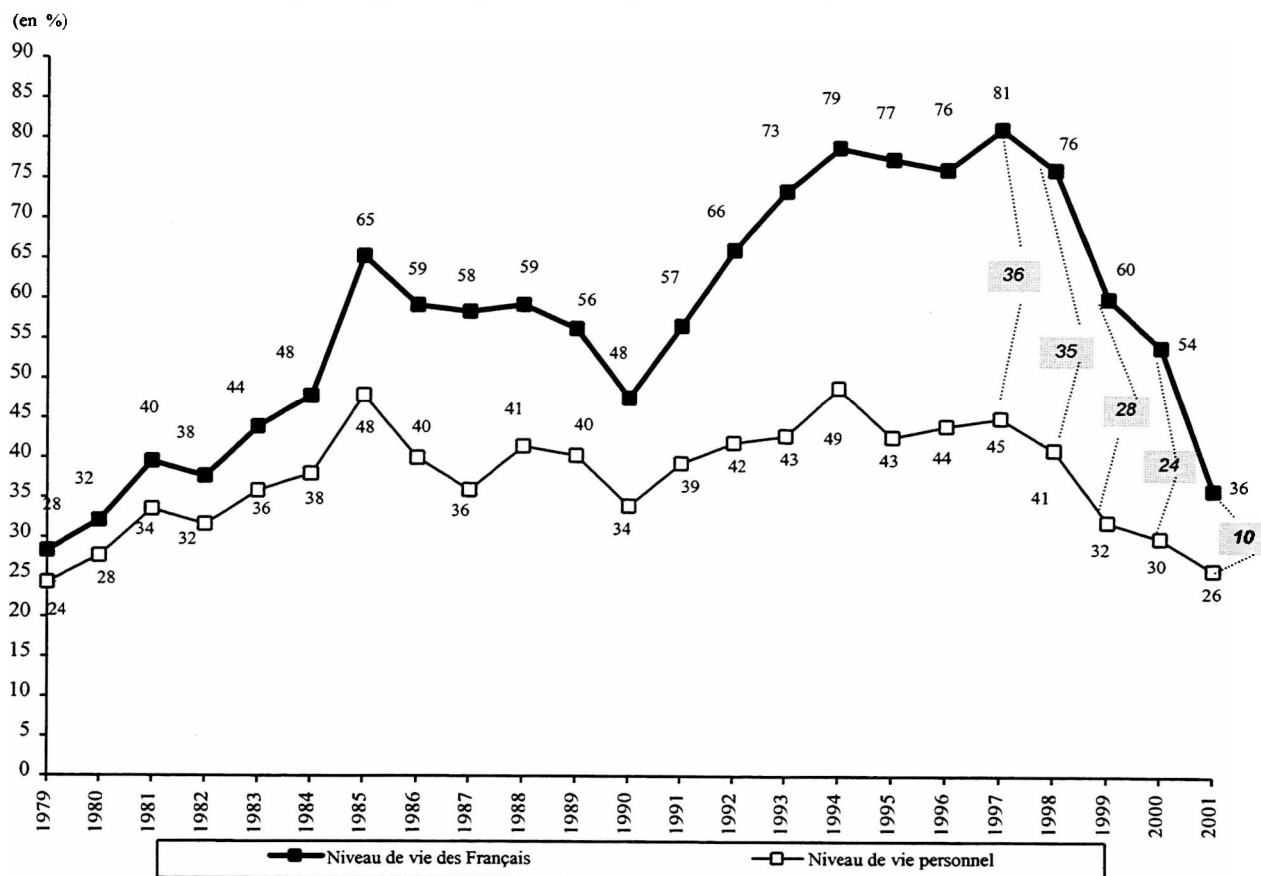
Exemple de lecture : au début 2001, 25 % des moins de 25 ans estiment que le niveau de vie des Français se dégrade, contre 44 % l'an dernier (- 19 points en un an).

Cette évolution, particulièrement rapide, a pour effet direct de réduire considérablement le **décalage** existant entre les jugements sur sa propre situation et les opinions sur la situation des autres : alors que l'écart était de 35-36 points aux débuts 97 et 98, il est d'abord passé à 28, puis à 24 points l'an dernier. Il n'est maintenant que de 10 points (Graphique 6). Il a donc été divisé par trois depuis 1998.

Graphique 6

Le décalage « perceptions individuelles - perceptions collectives » se réduit considérablement

- Opinions sur l'évolution du niveau de vie, collectif ou personnel :
pourcentage de Français qui estiment qu'il va moins bien depuis dix ans -



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année)

Or, c'est précisément cet écart entre perceptions individuelles et perceptions collectives que nous avons pu mettre en avant en 1998 pour expliquer le ralentissement de la consommation⁵ : quand le décalage est fort (autour des 30 points), il a pour effet d'inciter à la prudence et à ralentir la consommation de ceux qui ont pourtant l'impression de mieux s'en tirer que les autres (« *ma situation est peut-être meilleure que celle des autres, mais la leur est tellement mauvaise que ma bonne fortune personnelle ne saurait durer* »). Quand il est faible, il contribue, au contraire, à « redynamiser » ceux qui pensent tirer leur épingle du jeu (« *ma situation est meilleure que celle des autres -qui est en train de s'améliorer-, profitons-en pour faire les investissements dont j'ai besoin* »).

⁵ Voir la note de conjoncture sociétale du début 1998 : « *Janvier 1998 : Le corps social se fragmente, pris entre espoirs individuels et pessimisme collectif* », G. Hatchuel, CREDOC, Mars 1998.

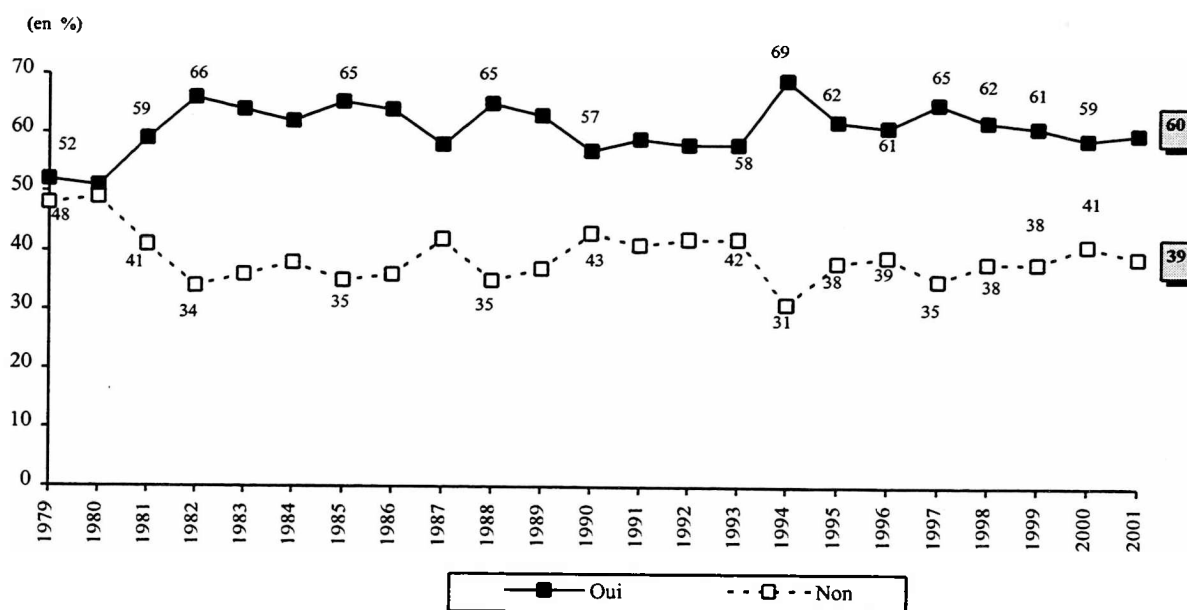
De fait, le décalage ainsi mis en évidence retrouve un niveau particulièrement faible, de l'ordre de ceux des années 1984-1985 : le sentiment de « bien s'en sortir personnellement » redevient, dans ce contexte, un moteur de la demande.

D'ailleurs, l'écart entre le nombre de ceux qui estiment que le moment est favorable pour faire des achats importants et le nombre de ceux jugeant la période défavorable, qui était de + 8 points l'an dernier, est maintenant de + 16. Et s'il est positif dans tous les groupes, il dépasse même les + 20 points chez les jeunes, les cadres, les gens aisés et les diplômés.

En tout état de cause, l'amélioration générale des jugements des ménages sur leur niveau de vie **ne s'est pas non plus accompagnée d'une quelconque diminution des restrictions ressenties**. 60 % des enquêtés déclarent cette année se restreindre régulièrement sur certains postes de leur budget (contre 59 % l'an dernier et 61 % il y a deux ans, Graphique 7). Autrement dit, **le bond en avant du moral des ménages ne semble pas avoir freiné, loin de là, leur appétence à la consommation**.

Graphique 7

Vous imposez-vous régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?



CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

En fait, les restrictions régulières se sont très légèrement réduites chez les cadres et les gens âgés, mais elles se sont accrues sensiblement cette année dans les groupes du bas ou du milieu de l'échelle sociale, dont on a pourtant vu qu'ils ont également bénéficié d'un fort sentiment de « mieux être financier ».

Ainsi, par exemple, déclarent s'imposer des restrictions régulières : 73 % des titulaires de revenus « moyens-bas » (6 à 10 000 F/mois : + 8 points en un an), 71 % des ouvriers (+ 6 points) et 70 % des employés. Cela concerne aussi les jeunes (67 % s'imposent de telles restrictions, + 10 points en un an) ou les salariés du secteur public en contrat à durée indéterminée (67 %, + 10 points) : **l'amélioration du moral des ménages semble donc avoir encore accru l'appétence à la consommation des groupes qui ont le sentiment, en termes relatifs, d'être moins bien dotés.** C'est peut-être dans ce phénomène que tient l'explication du mouvement de remontée des revendications catégorielles que l'on peut observer par ailleurs.

2. Les préoccupations changent : le chômage recule ; les maladies graves et l'insécurité progressent

A quoi imputer cette amélioration considérable du moral des ménages, ce retour spectaculaire de la confiance ? Sans nul doute, bien sûr, **au recul du chômage**.

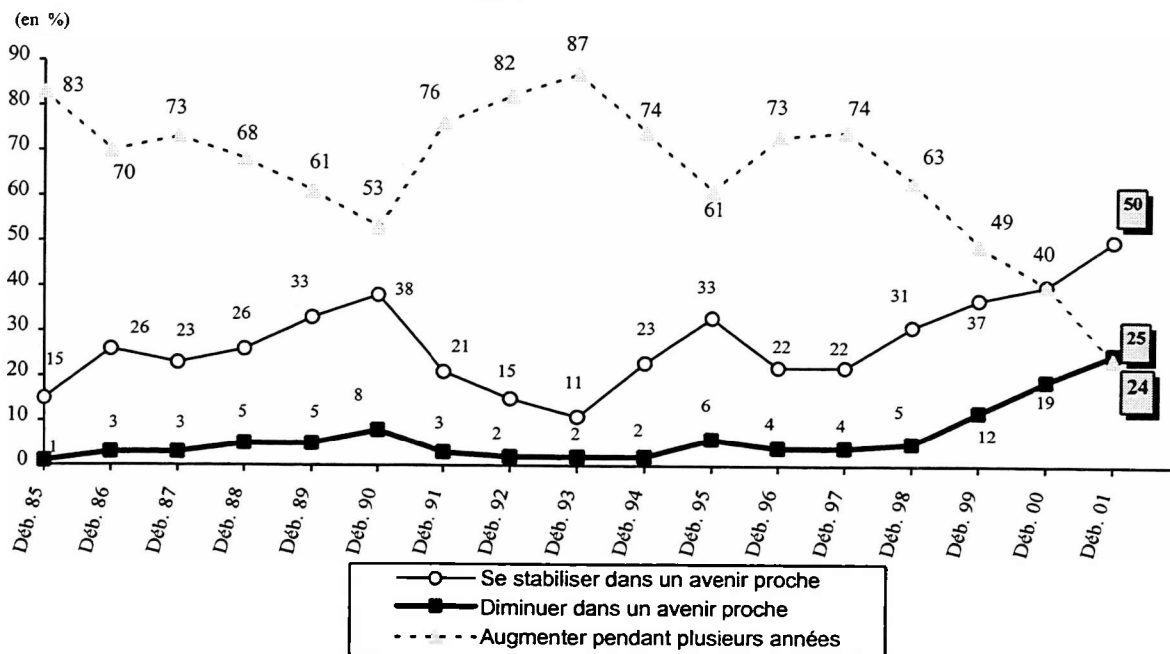
Car les évolutions intervenues sur ce sujet sont considérables. Nous n'évoquons pas là seulement les statistiques mettant en évidence, mois après mois, la baisse régulière du nombre de chômeurs. Elles ont évidemment un rôle central dans les jugements formulés. Mais le plus important est ici **la conviction**, qui semble s'être fortement diffusée dans tout le corps social, que le chômage a vraiment cessé de croître, qu'il s'est stabilisé et même qu'il va continuer à reculer.

Ainsi, 50 % de la population pensent, en ce début 2001, que le nombre de chômeurs va se stabiliser dans un proche avenir (+ 10 points en un an) et 25 % croient en une diminution prochaine du fléau (+ 6 points en un an).

A vrai dire, les pronostics sur ce sujet n'ont **jamais**, depuis 1985, année d'insertion de la question dans notre système d'enquêtes, été aussi favorables : **24 % « seulement » des enquêtés estiment que le chômage va continuer de croître** ; le pourcentage était de 40 % l'an dernier et de 49 % il y a à peine deux ans. Les pronostics négatifs ont donc été divisés par deux en deux ans (Graphique 8). Le climat actuel, quasi euphorique, en ferait presque oublier que le pays compte encore deux millions de chômeurs.

Graphique 8

A votre avis, le nombre de chômeurs va...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Cette conviction –maintenant majoritaire–, celle que la guerre contre le chômage est presque gagnée, s'est depuis deux ans largement diffusée dans **tous les groupes socio-démographiques, sans aucune exception**. Elle a même enfin touché cette année les catégories qui étaient jusque-là les plus dubitatives. Le mouvement de rattrapage est très net : alors qu'il y a un an, les pronostics négatifs sur le chômage (« le nombre de chômeurs va augmenter ») touchaient encore plus de 50 % des ouvriers ou des chômeurs, le recul a été, dans ces groupes, extrêmement significatif (- 23 ou - 17 points en un an, cf. Tableau 2). De façon générale, l'optimisme sur le recul du chômage a beaucoup progressé ces 12 derniers mois dans tous les milieux encore dans l'expectative l'an dernier.

Au total, les trois quarts de la population (75 %) estiment maintenant que le mal va se stabiliser ou reculer, et ce taux est du même ordre de grandeur partout : dans aucun groupe, il n'est inférieur à 66 % (cas des chômeurs et des non-diplômés). Le sentiment que le chômage reflue n'est donc plus seulement une appréciation partagée par une élite plus ou moins privilégiée, mais il touche maintenant au moins les deux tiers de tous les groupes, y compris ceux situés au bas de l'échelle sociale.

Tableau 2

Le pourcentage d'enquêtés croyant à une augmentation du nombre de chômeurs : le recul a été encore plus rapide dans les groupes les plus dubitatifs il y a un an

	(en %)		
	Début 2000	Début 2001	Evolution 2000-2001
Groupes où le taux était le plus élevé au début 2000			
. Ouvrier	51	28	- 23
. Chômeur	51	34	- 17
. Ne dispose d'aucun diplôme (ou du Cep seulement)	48	31	- 17
. Dispose, dans son foyer, de moins de 6 000 F/ mois	46	28	- 18
. Réside dans une agglomération de 20 000 à 100 000 habitants..	46	23	- 23
Ensemble de la population	40	24	- 16

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : au début 2001, 28 % des ouvriers estiment que le nombre de chômeurs va encore augmenter pendant plusieurs années ; le taux était de 51 % au début 2000 (recul de - 23 points en un an).

Bien sûr, la peur d'être frappé personnellement par le mal recule aussi : 60 % des enquêtés se déclarent maintenant inquiets, pour eux ou pour leurs proches, du risque de chômage. Le taux reste donc élevé, mais il était de 70 % il y a un an. Ce recul (- 10 points) est d'autant plus significatif que, nous le verrons plus loin, les craintes individuelles vis-à-vis de toute une série de risques ne se sont guère fondamentalement apaisées depuis l'an dernier : les baisses maximales enregistrées tournent autour des 2-3 points.

Oubliées, les préoccupations relatives au chômage ? Pas tout à fait, mais **nous sommes manifestement entrés dans une nouvelle ère** : il est, en effet, frappant de relever que, situés au sein d'une série de grands sujets sociétaux, les soucis relatifs au chômage ont beaucoup perdu de leur acuité (- 9 points en un an, - 17 en deux ans, cf. Tableau 3). Alors qu'il s'agissait de la préoccupation centrale d'environ la moitié de la population de 1994 à 1999, celle-ci a perdu cette année sa « suprématie », supplantée d'un coup par deux interrogations montantes : « **les maladies graves** » sont maintenant mises en avant par 38 % de la population, tout comme « **la violence, l'insécurité** ». Le chômage se situe donc aujourd'hui très loin derrière (27 %).

Tableau 3

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

- Sommation des deux premières réponses chaque année -

(en %)

(Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 2001)	Début 1991	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Début 2001	Evolution 2000-2001
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)	(I)	(J)	(J - I)
. Les maladies graves	28	29	26	31	29	26	28	30	33	38	+5
. La violence et l'insécurité	23	16	20	22	18	25	29	33	27	38	+11
. Le chômage	27	44	52	49	53	52	48	44	36	27	- 9
. La pauvreté en France	16	20	22	28	25	25	23	24	25	21	- 4
. La drogue	37	30	28	21	24	22	20	22	23	21	- 2
. La dégradation de l'environnement	12	11	8	7	8	8	10	8	13	18	+ 5
. La pauvreté dans le monde	15	19	16	17	18	16	18	19	21	17	- 4
. L'immigration	17	14	14	14	13	13	13	10	9	8	- 1
. Les tensions internationales	16	9	7	7	4	5	4	5		6	- 1
. Les conflits sociaux	4	3	2	4	7	5	3	4	0	4	=
. L'Europe	6	6	2	2	2	3	2	1	0	2	=

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

En vérité, la baisse des préoccupations relatives à l'emploi (- 9 points en un an) s'est traduite par la montée de trois « nouvelles » priorités :

- * « Les maladies graves » gagnent 5 points cette année. 38 %, c'est le taux le plus haut atteint par cette préoccupation depuis que la question est posée (1991). Cancer, sida, maladies cardio-vasculaires, sang contaminé ..., la sensibilité de la population aux problèmes sanitaires est, depuis plusieurs années déjà, relativement exacerbée. Les multiples alertes alimentaires (vache folle, notamment) ont certainement contribué à faciliter ce nouveau bond en avant.
- * « La violence, l'insécurité » repartent à la hausse, après avoir déjà connu une forte montée de leur taux de citations entre 1996 et 1999. Le sujet préoccupe maintenant 38 % de la population (+ 11 points en un an). Un taux d'autant plus élevé que l'an dernier, un recul soudain avait pu laisser penser que ce thème perdrait de son importance. Mais le recul ne s'était produit que chez les bas revenus et dans les classes moyennes, tandis que cette préoccupation avait continué à croître en haut de l'échelle sociale⁶. L'accalmie n'était-elle pas simplement due à la soudaineté du retour à l'optimisme dans des groupes qui avaient auparavant

⁶ Voir note de conjoncture de l'an dernier, déjà citée.

sérieusement douté de la capacité du pays à se sortir rapidement d'affaire ? Toujours est-il que les préoccupations sécuritaires sont aujourd'hui classées largement au-dessus des soucis constitués par le chômage ou par les problèmes de pauvreté en France.

- * Enfin, « **la dégradation de l'environnement** », citée par 18 % de la population, a gagné 5 points en un an, et même dix points depuis le début 1999. Les catastrophes écologiques exceptionnelles que notre pays a connu récemment (marée noire suite au naufrage de l'Erika, tempêtes de fin décembre 1999 ...) semblent avoir été le déclencheur d'une prise de conscience plus aiguë des risques que les hommes, le développement industriel, voire une certaine agriculture intensive ..., semblent faire peser sur la planète.

En contrepartie, les problèmes de « pauvreté en France » ou de « pauvreté dans le monde » perdent chacun 4 points.

En un mot, l'économie semble aller mieux. De fait, **les préoccupations, de sociales, deviennent sociétales** : les soucis liés au chômage et à la précarité reculent ; et **progressent fortement toute une série d'interrogations relatives à la gestion des risques** (maladies graves, insécurité, environnement).

Il reste que **les évolutions observées n'ont pas toutes touché de la même façon les différents groupes socio-démographiques** (Tableau 4) :

- En deux ans, les préoccupations relatives aux maladies graves se sont quasiment diffusées à la même vitesse dans toutes les tranches de revenus (de + 6 à + 8 points en deux ans).
- Les préoccupations sécuritaires ont continué à croître plus vite en haut de l'échelle des ressources (+ 12 points en deux ans, contre + 5 en moyenne), mais l'étrange mouvement de recul intervenu l'an dernier au bas de l'échelle a été compensé cette année par une vive remontée. En fait, les préoccupations liées à la violence et à l'insécurité touchaient relativement plus, il y a six ans, les groupes du bas de la hiérarchie des revenus. Ce souci s'est d'abord diffusé dans les classes moyennes, puis dans les catégories favorisées, notamment ces deux dernières années.

Aujourd'hui, au moins un tiers de tous les groupes sont sensibles à ce sujet, même s'il préoccupe davantage (à plus de 40 %) les classes « moyennes supérieures » : c'est le cas chez les hauts revenus, mais aussi chez les employés ou les femmes au foyer.

- L'accroissement des soucis concernant la dégradation de l'environnement s'observe partout, mais il a été encore plus rapide au-delà de 10 000 F/mois (+ 14 points en deux ans chez les gens les plus aisés).
- Enfin, si au bas de l'échelle, les préoccupations concernant « la pauvreté en France » se sont un peu accrues ces deux dernières années, elles ont, au contraire, fortement reculé chez les hauts revenus.

Ainsi, en haut de l'échelle, le mouvement de **montée de préoccupations moins directement économiques et sociales a continué à se renforcer**. Ce phénomène traduit l'émergence de soucis allant de plus en plus au-delà des seules contingences **matérielles individuelles** (dégradation de l'environnement, insécurité, maladies graves, tensions internationales...).

Tableau 4

L'évolution des préoccupations des Français selon leur niveau de revenus
- Evolution 1999-2001, en points -

Principales préoccupations	Evolution dans l'ensemble de la population (1999-2001)	Dont :		
		Titulaires de bas revenus (moins de 6 000 F/mois)	Titulaires de revenus intermédiaires (de 10 000 à 15 000 F/mois)	Titulaires de hauts revenus (plus de 20 000 F/mois)
. Maladies graves	+ 8	+ 7	+ 6	+ 8
. Violence, insécurité	+ 5	+11	+ 4	+12
. Chômage.....	- 17	- 19	- 17	- 25
. Pauvreté en France	- 3	+ 3	=	- 14
. Drogue	- 1	- 7	+ 2	- 5
. Dégradation de l'environnement ..	+10	+ 6	+12	+14
. Pauvreté dans le monde	- 2	=	- 3	+ 6
. Immigration	- 2	+ 1	- 3	- 3
. Tensions internationales	+ 1	- 2	- 2	+ 6

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : Alors qu'en moyenne, les préoccupations relatives à la violence, l'insécurité, ont augmenté entre début 1999 et début 2001, de 5 points dans l'ensemble de la population, elles ont cru de 11 points chez les bas revenus et de 12 points chez les hauts revenus.

Le classement des préoccupations diffère donc fortement entre le haut et le bas de l'échelle des revenus (Tableau 5). Les ménages aux ressources les plus faibles citent toujours, en bonne place de leurs soucis, « le chômage » et « la pauvreté en France ». C'est pourtant, chez eux, d'abord « les maladies graves » qui occupent maintenant la première place. Et la violence, l'insécurité les talonnent. Les foyers aux revenus élevés, quant à eux, classent en tête, de très loin, les problèmes de violence et d'insécurité (44 % des citations). Et si chez eux « les maladies graves » occupent la deuxième place du podium, elles sont quasiment rejointes par « la pauvreté dans le monde » et « la dégradation de l'environnement ».

Tableau 5

Les quatre principales préoccupations en haut et en bas de l'échelle sociale
- Début 2001 -

Titulaires de bas revenus (moins de 6 000 F/mois)		Titulaires de hauts revenus (plus de 20 000 F/mois)	
. Maladies graves	42 %	. Violence, insécurité	44 %
. Violence, insécurité	40 %	. Maladies graves	30 %
. Chômage	27 %	. Pauvreté dans le monde	28 %
. Pauvreté en France	26 %	. Dégradation de l'environnement ..	26 %

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2001.

Ainsi, les ménages du haut de l'échelle –mais c'est aussi le cas dans les classes moyennes supérieures– se montrent de plus en plus soucieux de **dangers internationaux, planétaires**, de dangers dont la résolution paraît, en tout état de cause, davantage **dépendre de solutions collectives que strictement individuelles**. On retrouve là un des paradoxes mis en évidence l'an dernier, et peut-être encore plus accentué en ce début 2001 : le moral économique des ménages est d'un niveau sans précédent, mais les inquiétudes restent élevées, exacerbées par un sentiment que nous dirons de profonde **impuissance** face aux risques multiples, de plus en plus impersonnels, insaisissables, mais aussi de plus en plus prégnants, auxquels chacun, riche ou pas, a l'impression de ne plus pouvoir échapper.

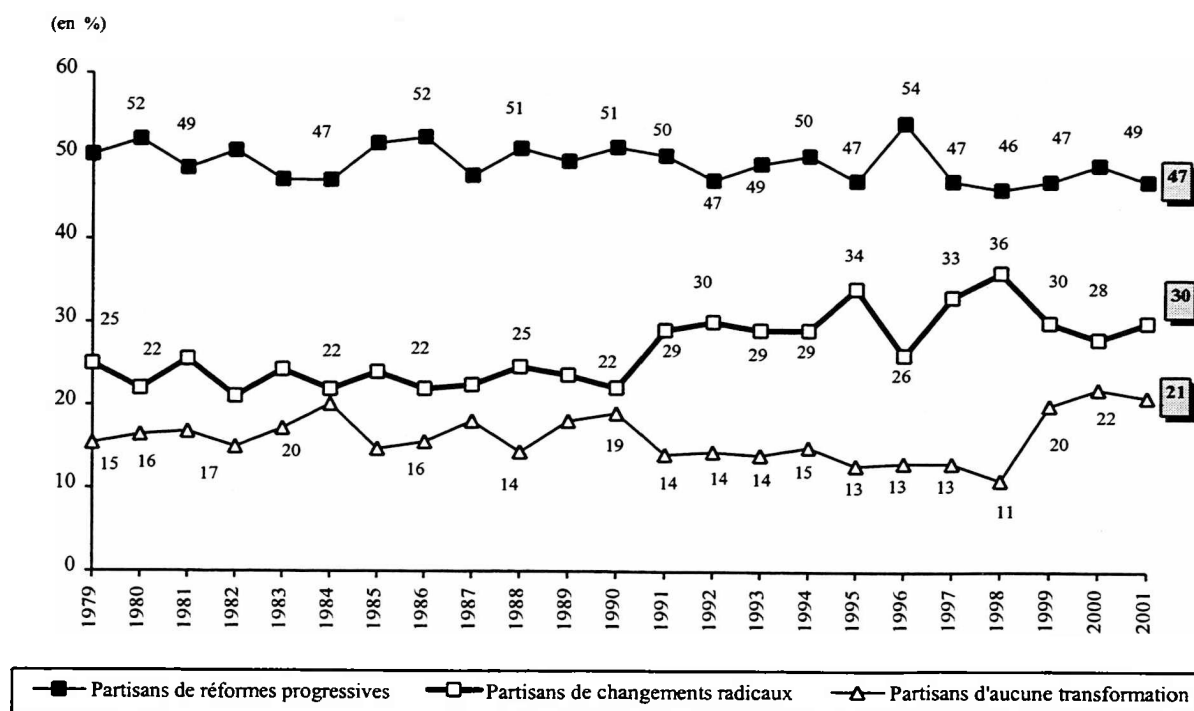
3. Un début de remontée des revendications catégorielles

Certes, le point évoqué ici n'est qu'un mouvement **en émergence**. En émergence, car la progression observée n'est **globalement** pas très accentuée : le nombre d'individus souhaitant voir la société se transformer radicalement s'accroît cette année de deux points, à 30 % (Graphique 9). Cette remontée n'est, à vrai dire, guère alarmante. Mais elle marque **un coup d'arrêt** à la baisse constatée depuis deux ans (- 8 points) dans les demandes de réformes radicales.

D'ailleurs, la volonté de « ne rien changer » à la société, ce « conservatisme » nouveau apparu depuis le début de 1999, n'a pas vraiment reculé : il reste à 21 % cette année, alors même qu'entre 1998 et 2000, le pourcentage avait doublé, passant de 11 à 22 %. Mais ces quelques inflexions, à un moment où le moral économique des ménages bat tous ses records, méritent quelques considérations.

Graphique 9

La demande de réformes radicales de la société remonte



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

Car, même si le mouvement de « conservatisme » apparent semble toucher certaines franges importantes de la société, et quasiment dans **tous** les groupes sociaux, c'est-à-dire aussi bien en haut qu'en bas de l'échelle sociale⁷, on voit aussi apparaître **une progression sensible des demandes de réformes radicales dans un certain nombre de catégories « moyennes » ou habituellement « revendicatives »** (Tableau 6).

Certes, le pourcentage de « radicaux » ne s'est accru « que » de 3 points en un an chez les ouvriers, mais chez eux, 38 % des individus sont tout de même concernés. C'est aussi le cas de 36 % des titulaires d'un diplôme « intermédiaire » (Bepc, technique, sans le bac), de 35 % des titulaires de revenus « moyens-bas » ou des habitants de la région Nord.

De même, on voit apparaître des accroissements sensibles dans certains groupes *a priori* pas obligatoirement classés parmi les plus « contestataires » : par exemple, **8 points de plus de « radicaux » chez les salariés du secteur public sous contrat à durée indéterminée** (Tableau 6).

Tableau 6

Les plus gros demandeurs de « réformes radicales » de la société
- Situation au début 2001 et évolution 2000-2001 -

	(en %)	
	Situation en 2001	Evolution 2000-2001
. Ouvrier	38	+ 3
. Diplômé du Bepc, ou d'un diplôme technique, sans le bac	36	+ 5
. Dispose, dans son foyer, de revenus compris entre 6 000 et 10 000 F/mois .	35	+ 6
. Habite dans la région « Nord »	35	+ 1
. A de 50 à 64 ans	34	+ 7
. Employé	33	+ 2
. Habite dans la région « Est »	31	+ 11
. Habite dans une agglomération de 2 000 à 20 000 habitants	30	+ 7
. Salarié du secteur public sous contrat à durée indéterminée	30	+ 8
Ensemble de la population	30	+ 2

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : au début 2001, 38 % des ouvriers souhaitent que la société française se transforme profondément par des réformes radicales, soit 3 points de plus en un an.

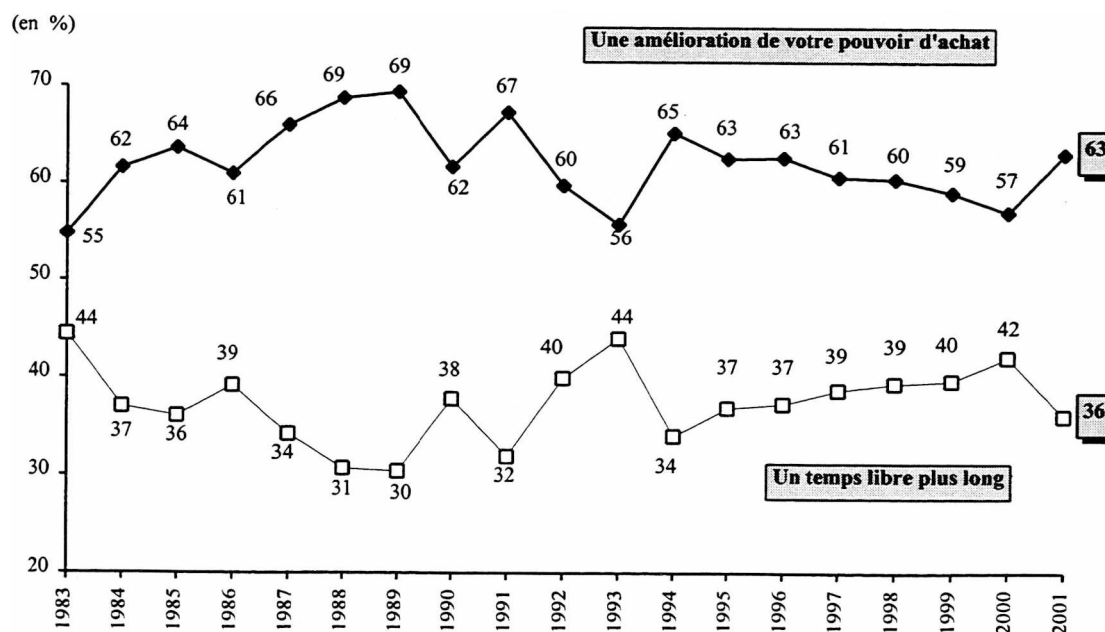
⁷ On observe ainsi que le pourcentage d'individus ne souhaitant de transformations profondes de la société est de 24 % chez les bénéficiaires de revenus élevés et de 25 % chez les cadres. Mais il est aussi de 21 % chez les ouvriers, de 23 % chez les titulaires de moins de 6 000 F/mois et de 19 % chez les chômeurs.

En un mot, l'amélioration ressentie des situations individuelles semble avoir pour effet **de donner des velléités nouvelles de contestation à certains groupes « intermédiaires »** qui ont probablement l'impression de ne pas personnellement bénéficier assez des bienfaits du retour de la croissance. On retrouve d'ailleurs là en grande partie les mêmes groupes que ceux chez qui les « restrictions ressenties » se sont sensiblement accrues cette année (6 à 10 000 F/mois, ouvriers, employés, salariés du public en CDI..., cf. ci-dessus).

Un même mouvement revendicatif catégoriel apparaît dans l'observation des attentes qui prévalent en matière d'amélioration des conditions de vie : chez les actifs, **les préférences envers une augmentation du pouvoir d'achat gagnent, cette année, 6 points**. 63 % des actifs préféreraient ainsi, aujourd'hui, un accroissement de leur pouvoir d'achat, contre 36 % qui opteraient pour une augmentation de leur temps libre. Là encore, depuis 1995, les attentes en matière de pouvoir d'achat n'avaient cessé de reculer, même si le mouvement était lent ; elles remontent cette année à un niveau relativement élevé (Graphique 10).

Graphique 10

Quelle est votre préférence entre ... ?
- question posée aux seuls actifs -



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Il est probable que le recul de la demande de temps libre tiende en partie au fait que la mise en place des 35 heures a commencé à exercer ses effets. D'ailleurs, alors que l'an dernier, 37 % des actifs déclaraient dans l'enquête travailler moins de 39 heures hebdomadaires, le taux est cette année de 50 %.

Il reste que l'on voit apparaître, encore une fois, au sein des groupes revendiquant une amélioration de leur pouvoir d'achat, quasiment les mêmes catégories que précédemment (Tableau 7) :

- * D'une part, les groupes d'actifs les plus attachés, de loin, à l'accroissement de leurs revenus sont aujourd'hui les ouvriers, les titulaires de 6 000 à 10 000 F/mois et les non-diplômés (plus de 70 % préféreraient une augmentation de leur pouvoir d'achat, contre 63 % en moyenne).
- * D'autre part, alors que cette année, les préférences en termes de pouvoir d'achat se sont en moyenne accrues de 6 points, la croissance a été de + 13 points chez les salariés du public sous contrat à durée indéterminée, de + 11 points chez les titulaires du Bepc ou d'un diplôme technique, et de + 10 points chez les employés.

Tableau 7

Les groupes d'actifs préférant une augmentation de pouvoir d'achat à un temps libre plus long
- Situation au début 2001 et évolution 2000-2001 -

	(en %)	
	Situation en 2001	Evolution 2000-2001
. Ouvrier	74	+ 4
. Dispose, dans son foyer, de revenus compris entre 6 000 et 10 000 F/mois .	73	+ 11
. Ne dispose d'aucun diplôme (ou du Cep seulement)	71	+ 9
. Réside dans une agglomération de 2000 à 20 000 habitants	68	+ 11
. Diplômé du Bepc, ou d'un diplôme technique, sans le bac	67	+ 11
. Réside dans la région « Est »	67	+ 10
. Employé	67	+ 10
. Réside dans la région « Centre-Est »	64	+ 18
. Salarié du secteur public sous contrat à durée indéterminée	63	+ 13
Ensemble de la population	63	+ 6

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : 67 % des employés préféreraient, au début 2001, une augmentation de leur pouvoir d'achat à un temps libre plus long. Ce taux s'est accru de 10 points en un an (contre 6 % en moyenne chez l'ensemble des actifs).

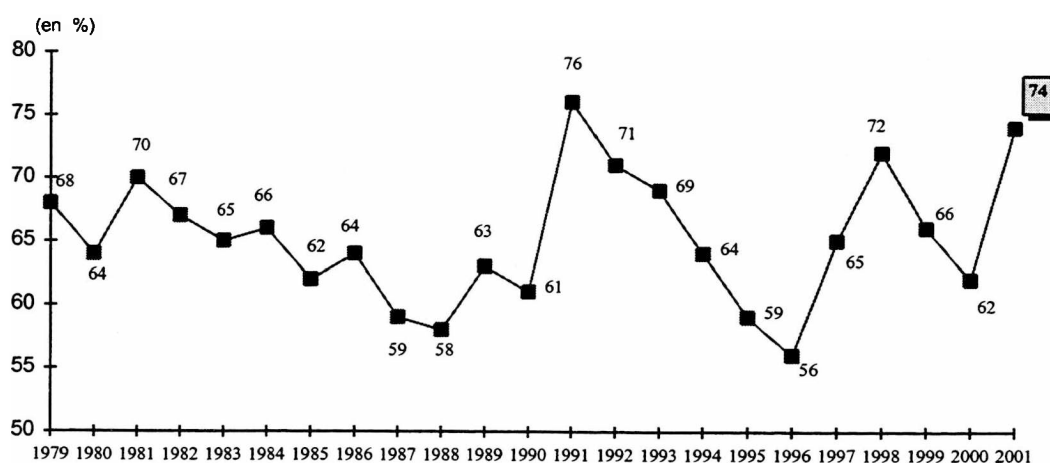
Autrement dit, alors même que le groupe de « conservateurs » reste, dans tous les milieux, relativement important, **un mouvement revendicatif semble se faire jour dans des catégories moyennes, peu diplômées, d'ouvriers et d'employés, notamment chez des salariés du secteur public en situation non précaire.**

Dans le même ordre d'idées, les critiques formulées à l'égard du fonctionnement de la justice retrouvent cette année un niveau très élevé, alors même que la situation avait semblé s'améliorer ces deux dernières années, probablement sous l'effet du regain d'optimisme économique : 74 % de la population estiment maintenant que la justice fonctionne mal en France, soit 12 points de plus en un an (Graphique 11).

Cette montée spectaculaire des jugements négatifs a affecté **tous** les groupes sociaux sans aucune exception, diplômés comme non-diplômés, titulaires de revenus élevés ou non. Mais il est encore une fois frappant de retrouver, en tête des critiques, les groupes déjà signalés comme les plus revendicatifs : par exemple, 80 % (contre 74 % en moyenne) des « 6 000 à 10 000 F/mois » voient négativement le fonctionnement de la justice (+ 18 points en un an), comme 79 % des employés (+ 15 points en un an) ou 73 % des salariés du public en contrat à durée indéterminée.

Graphique 11

Le pourcentage d'individus estimant que la justice fonctionne mal en France



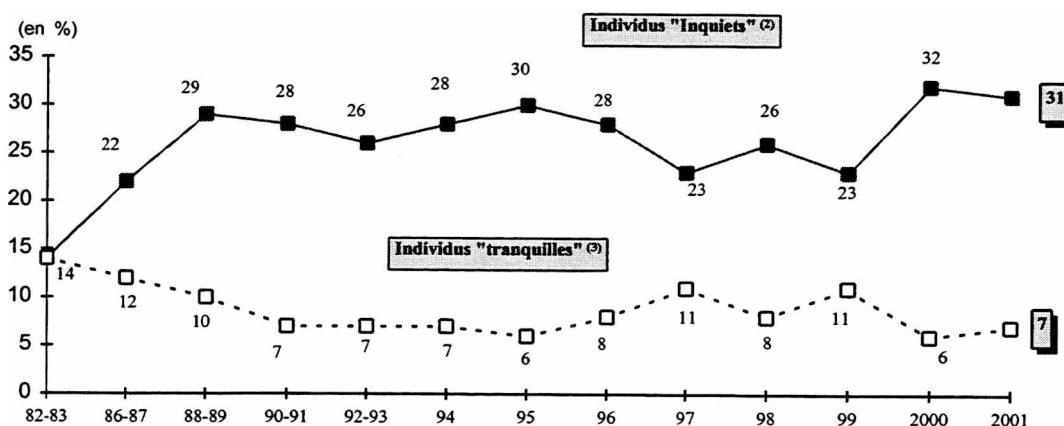
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

4. Les inquiétudes ne reculent pas

Comment ne pas revenir ici sur notre étonnement de l'an dernier ? Alors que les jugements des Français sur leurs conditions de vie, présentes et à venir, atteignent un niveau d'optimisme sans précédent, **les inquiétudes ne régressent pas**. L'an dernier, nous constatons : « C'est bien la **cohabitation étrange**, inédite jusqu'ici, entre un moral économique exceptionnel, volontariste, et des craintes profondes qui caractérise le début 2000 ». De ce point de vue, rien n'a changé : l'ère nouvelle dans laquelle nous sommes entrés ne se définirait-elle pas, précisément, par la **coexistence durable** de peurs massives, sourdes parce ressenties comme inéluctables, et d'un climat d'optimisme économique délibéré ?

Certes, l'indicateur d'inquiétudes ne s'est pas accru cette année : il marque une légère pause et perd même un point. Mais 31 % de nos concitoyens peuvent être encore considérés comme « inquiets ». Ce taux est supérieur à tous ceux qui avaient pourtant caractérisé « la France craintive » des années 90 (Graphique 12).

Graphique 12
Les inquiétudes restent à un niveau élevé⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

(1) L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.

(2) Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (cumul des quatre domaines).

(3) Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur aucun des quatre sujets retenus.

Bien sûr, ce recul d'un point de l'indicateur n'est pas chose négligeable puisque la méthode d'élaboration du baromètre repose sur **quatre variables différentes**, ce qui tend précisément à minimiser ses variations conjoncturelles. Rappelons, en effet, que notre indicateur prend en compte quatre sujets de risques possibles (desquels nous avons volontairement exclu le chômage⁸) : ils concernent des domaines très différents, relatifs à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire). L'indicateur mesure le nombre de personnes inquiètes **conjointement sur les quatre thèmes**. Il traduit donc une « **peur cumulée** », non réductible à un seul sujet.

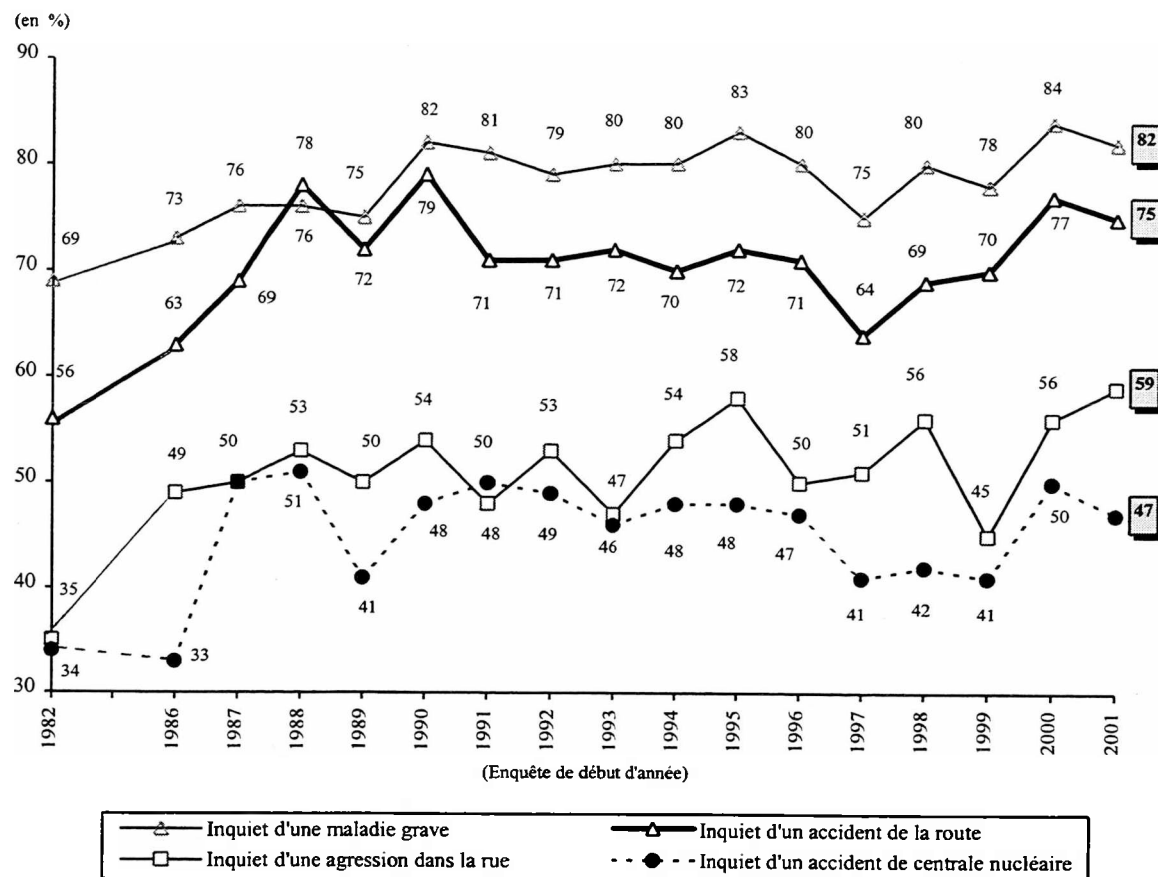
D'ailleurs –et c'est peut-être cela l'élément nouveau de cette année–, toutes les inquiétudes n'ont pas suivi le même mouvement (Graphique 13) :

- * D'un côté, les craintes de la maladie grave et de l'accident de la route ont reculé, ces douze derniers mois, de deux points et celles de l'accident de centrale nucléaire, de trois.
- * De l'autre, les appréhensions vis-à-vis du risque **d'agression dans la rue** sont remontées de trois points, dépassant, à 59 %, le « pic » précédent de 1995.

Autrement dit, **ce sont les craintes liées à l'agression dans la rue qui ont empêché l'indicateur de reculer un peu plus conséquemment**. Il reste que, pour les maladies graves, les inquiétudes touchent maintenant 82 % de la population : elles sont d'un niveau équivalent, voire supérieur à toute la décennie 90. Pour les accidents de la route, le taux de craintes (75 %) est nettement supérieur à toute la période 1991-1999. Et même si les appréhensions vis-à-vis de l'accident de centrale ont reculé un peu plus nettement, elles affectent encore 47 % des enquêtés, soit un taux supérieur de 6 points à ceux relevés de 1997 à 1999. En un mot, les peurs ne refluent pas vraiment.

⁸ Cf. « *Les inquiétudes des Français ou l'évolution des craintes de 1982 à 1996* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 107, Octobre 1997.

Graphique 13

La hiérarchie des inquiétudes, thème par thème ⁹

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

Mais si les variations de l'indicateur montrent cette année quelques inflexions catégorielles ponctuelles (par exemple, un recul chez les moins de 25 ans ou une montée chez les Franciliens), le constat formulé ces dernières années reste globalement de mise : **les inquiétudes se sont diffusées dans tous les milieux, même –et surtout– dans des catégories aisées qui avaient été longtemps relativement épargnées.** Autrement dit, les écarts intercatégoriels qui existaient sur ces sujets dans la décennie 90 se sont atténués, signe de la diffusion des craintes dans des groupes jusqu'alors peu touchés.

⁹ Il s'agit dans chaque cas, du pourcentage d'individus se déclarant inquiets, pour eux-mêmes ou pour leurs proches, des risques évoqués.

Ce constat peut être illustré par quatre remarques principales, portant sur la comparaison de la situation de 1995 (année où les craintes avaient été particulièrement élevées) et celle d'aujourd'hui (Tableau 8) :

- * Peu de variations sont intervenues chez les individus que l'on considère habituellement comme les plus « craintifs » : **ils le sont toujours**, tout particulièrement les femmes au foyer et les non-diplômés.
- * Alors qu'en 6 ans, les peurs ont globalement reculé au bas de l'échelle des revenus (- 4 points), **elles ont sensiblement augmenté au plus haut de la hiérarchie des ressources (+ 8 points)**. Peu habitués à l'expression de craintes élevées, les gens aisés présentent maintenant des niveaux d'inquiétudes tout à fait significatifs (26 %), même si ceux-ci sont encore inférieurs à la moyenne. **L'argent ne protégerait-il plus des peurs sociétales ?**
- * Un même resserrement des écarts apparaît, un peu atténué néanmoins, entre les ouvriers et les cadres. A vrai dire, seul le fait de disposer d'un diplôme du supérieur constitue encore aujourd'hui un rempart à la montée des inquiétudes. Mais ne s'agit-il pas simplement d'un rempart culturel **déclaratif** ? Toujours est-il que « seulement » 18 % des diplômés du supérieur sont aujourd'hui inquiets (contre 31 % en moyenne).
- * Enfin, non seulement, les écarts de craintes liés à la **zone d'habitat** se sont réduits, mais la hiérarchie même a été bouleversée : alors qu'en 1995, les plus inquiets étaient, de loin, les habitants des communes rurales, **les inquiétudes ont sérieusement grandi dans les grosses agglomérations, notamment dans la région parisienne** (39 % d'inquiets aujourd'hui, contre 28 % dans les communes rurales).

Tableau 8

Les inquiétudes se sont diffusées dans des groupes peu touchés dans les années 90

(Pourcentage d'inquiets)

	Début 1995	Début 2001	Evolution 1995-2001
Catégories « habituellement » craintives			
. Ne dispose d'aucun diplôme (ou du Cep seulement)	38	38	=
. Femme au foyer	43	43	=
Catégories classées en fonction des revenus du foyer			
. Moins de 6 000 F/mois	35	31	- 4
. Plus de 15 000 F/mois	18	26	+ 8
Catégories classées en fonction de la profession			
. Ouvrier	33	31	- 2
. Cadre	17	22	+ 5
Catégories classées en fonction du lieu de résidence			
. Réside dans une commune de moins de 2000 habitants	32	28	- 4
. Réside dans une agglomération de 100 000 habitants ou plus	28	30	+ 2
. Réside à Paris – Région Parisienne	23	39	+16
Ensemble de la population	30	31	+ 1

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : au début 2001, 26 % des titulaires de revenus élevés sont inquiets, soit 8 points de plus qu'en 1995. Dans le même temps, les inquiétudes ont reculé de 4 points chez les faibles revenus.

En fait, les inquiétudes ont pris de l'ampleur ces derniers mois chez les hauts revenus et dans les grosses agglomérations. Elles se sont également diffusées dans toutes les classes d'âge : le pourcentage d'inquiets ne varie quasiment plus en fonction de l'âge (il est de 29 % chez les moins de 25 ans et de 32 % chez les plus de 65 ans).

Ceci étant, on ne peut passer sous silence qu'outre le taux élevé de l'agglomération parisienne, **50 % des habitants de la région Nord sont aujourd'hui inquiets** (contre 31 % en moyenne dans le pays). Le taux est considérable. Or, là aussi, on observe que les inquiétudes, même à ce niveau, n'empêchent pas la formulation d'anticipations économiques très favorables : le moral des ménages nordistes est quasiment aussi bon qu'en moyenne.

Quoi qu'il en soit, cette diffusion des inquiétudes dans des groupes jusqu'à lors relativement protégés incite à se demander si celles-ci n'ont pas commencé, depuis déjà quelques mois, à **changer de nature**. L'insécurité économique et sociale qu'elles traduisaient il y a quelque temps ne s'est-elle pas renforcée d'un **malaise plus profond, auquel même les groupes économiquement privilégiés ne semblent plus échapper** ? Les inquiétudes ressenties paraissent, en particulier, de moins en moins dépendre du niveau de vie. Cette évolution ne répondrait-elle pas –hypothèse déjà proposée l'an dernier– à la montée **d'un sentiment d'impuissance face à l'inéluctabilité des dangers** ? Un sentiment de profonde impuissance, à vrai dire : celui que la société peut, à tout moment, être confrontée à des risques majeurs et que personne, quoi qu'il puisse faire, n'a pas vraiment la possibilité d'échapper à leur survenance. L'apparition, ces derniers mois, de nombreuses alertes sur les risques alimentaires, la répétition de diverses catastrophes écologiques, la multiplication d'accidents lourds de la circulation ou de transports collectifs, la banalisation de phénomènes d'agressions ou de violences quotidiennes, les « désordres » internationaux (lutttes ethniques, déplacements de population, réfugiés, terrorisme...) ne peuvent-ils pas avoir contribué à exacerber ce sentiment profond d'impuissance ?

Il reste cependant un danger pour lequel le sentiment d'impuissance, **d'inéluctabilité** est peut-être aujourd'hui ressenti avec moins d'acuité : il s'agit de **l'agression dans la rue**. Or, l'inquiétude face à ce risque touche 59 % de la population, c'est-à-dire qu'elle a atteint son niveau le plus élevé depuis 1982, date d'insertion de ce sujet dans l'enquête. En même temps, on l'a vu, les **préoccupations sécuritaires** battent, cette année, leur record absolu, « la violence, l'insécurité » prenant la première place *ex-æquo* des soucis des Français.

Ces évolutions ne sont, bien sûr, pas sans rapport avec les phénomènes, largement médiatisés, de montée d'une certaine **violence urbaine ou péri-urbaine** dans des quartiers dits « difficiles ». Mais elles ne sauraient aujourd'hui se limiter à cela. Au moins pour deux raisons :

- * Il y a trois ans, au début 1998 (précédent « pic » des craintes relatives à l'agression dans la rue), ces interrogations étaient le plus élevées chez les gens âgés et chez les habitants de grosses agglomérations (hors Paris – Région Parisienne). Or celles-ci se sont, depuis, stabilisées, voire ont même régressé (Tableau 9), tandis qu'elles se

sont accrues dans les communes rurales (+ 7 points en trois ans), et dans toutes les autres classes d'âge. Ce n'est donc plus seulement un phénomène urbain, touchant uniquement les personnes âgées.

- * De même, alors qu'il y a quelques années, les problèmes sécuritaires étaient particulièrement aigus au bas de l'échelle sociale (non-diplômés, habitat en HLM, ouvriers, bas revenus, cf. Tableau 9), ils se sont depuis stabilisés ; ils ont même parfois reculé (HLM, ouvriers). A l'inverse, les craintes de l'agression dans la rue se sont sensiblement diffusées dans les classes moyennes (employés : + 13 points), aisées ou diplômées (+ 8 points chez les diplômés du supérieur ; + 11 points chez les gens les plus fortunés).

Autrement dit, les problèmes d'insécurité quotidienne ne font plus seulement l'objet d'interrogations fortes des groupes défavorisés culturellement. Ils interpellent aussi de plus en plus des catégories aisées, peu habituées jusqu'ici à une « hantise » particulière vis-à-vis de ces questions.

Tableau 9
Les craintes relatives à l'agression dans la rue se diffusent
dans les catégories moyennes et supérieures

(Pourcentage d'inquiets d'une agression)

	Début 1998 (1)	Début 2000 (2)	Début 2001 (3)	Evolution 1998-2001 (3) - (1)
. Employé	55	64	68	+13
. Dispose, dans son foyer, de 15 000 F/mois et plus	46	51	57	+11
. Femme au foyer	62	63	72	+10
. Réside dans la région parisienne	55	60	64	+ 9
. Dispose d'un diplôme du supérieur	39	40	47	+ 8
. Réside dans une commune de moins de 2000 habitants	48	53	55	+ 7
. Cadre (moyen ou supérieur)	42	42	48	+ 6
Ensemble de la population	56	56	59	+ 3
Pour comparaison :				
. Dispose, dans son foyer, de 6 000 F/mois ou moins	59	56	60	+ 1
. Ne dispose d'aucun diplôme	64	65	65	+ 1
. Réside dans une grosse agglomération (100 000 hab. et plus, hors aggl. Parisienne)	62	56	62	=
. Retraité	61	57	57	- 4
. Vit en HLM	67	64	63	- 4
. Ouvrier	64	62	58	- 6

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Or c'est, en partie, dans les variations d'opinions concernant **la peur de l'agression dans la rue** que l'on peut trouver quelques explications à certaines des inflexions ayant affecté ces derniers mois l'indicateur d'inquiétudes.

C'est donc bien cette question de **l'insécurité quotidienne** qui constitue **un des « nœuds »** autour duquel les inquiétudes multiformes des Français pourraient trouver, dans les mois à venir, soit à s'apaiser, si on s'attelait à tenter de répondre à cette préoccupation, soit à s'accroître, si, au contraire, on omettait de s'en occuper.

5. Le « durcissement » des attitudes à l'égard des aides sociales se confirme

Le phénomène est-il dû au maintien, dans la société française, d'un haut niveau d'inquiétudes ? Toujours est-il que les interrogations sur les effets déresponsabilisants des aides sociales ne semblent pas vraiment reculer.

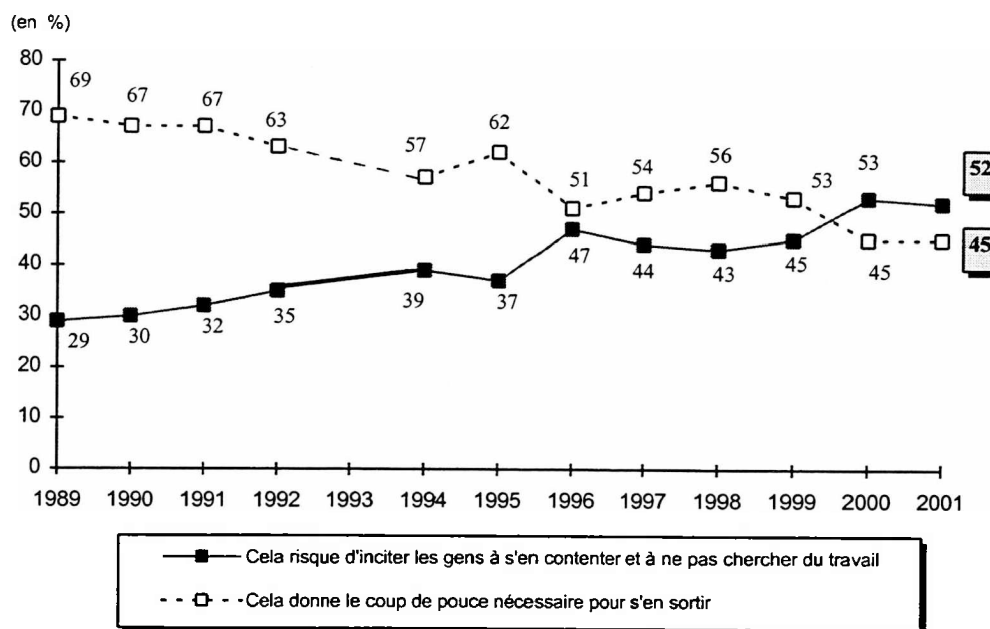
Celles-ci étaient pourtant apparues dans les années 1996-1997, à un moment où le pays traversait une crise collective particulièrement profonde. Le retour, depuis déjà deux ans, d'un climat sociétal très favorable, l'amélioration spectaculaire des jugements sur l'avenir, le recul du chômage, et même l'apparition, cette année, de velléités revendicatives catégorielles auraient pu laisser penser que le mouvement « de suspicion » des Français à l'égard des modalités de distribution des aides allait enfin s'effacer. Ce n'est pas vraiment le cas.

L'indice le plus révélateur de ce « durcissement » de la population concerne les opinions sur le revenu minimum d'insertion : plus de la moitié des enquêtés (52 %) estiment que le RMI, plutôt que de donner « le coup de pouce » nécessaire, risque au contraire d'inciter les bénéficiaires « à s'en contenter et à ne pas chercher du travail ». L'an dernier, pour la première fois depuis 1989, la majorité s'était inversée sur cette question (Graphique 14). Ce renversement est bel et bien confirmé cette année, même si le taux a reculé d'un point.

En un mot, une majorité de nos concitoyens voit aujourd'hui, dans le versement du RMI, plus de risques que de bienfaits.

Graphique 14

Au sujet du revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous plutôt que :



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

En fait, le mouvement de l'an dernier avait touché avec systématisme tous les groupes sociaux ; il s'est, cette année, *grosso modo* stabilisé au stade atteint au début 2000, sous deux réserves :

- Le mouvement a continué à se poursuivre chez les chômeurs (+ 6 points), chez les employés et les ouvriers (+ 3 à 4 points en un an), dans les communes rurales (+ 5 points) et dans les régions Nord, Est et Centre-Est du pays (+ 6 à 9 points).
- Il a légèrement reculé chez les diplômés, les femmes au foyer et surtout dans l'agglomération parisienne. En fait, les Franciliens constituent le seul groupe où le pourcentage d'individus s'interrogeant sur les effets pervers du RMI a reculé par rapport au début 1999 : il est aujourd'hui de 38 %, contre 41 % il y a deux ans.

Au total, 58 à 62 % des retraités, des ouvriers, des travailleurs indépendants, des non-diplômés, des habitants des communes rurales et des résidents de la région Nord s'interrogent sur les effets désincitatifs du Revenu Minimum. En fait, il semble qu'on y soit plus sensible encore dans les « classes moyennes », laborieuses et chez les non-diplômés.

Sans revenir sur l'ensemble des considérations mises en avant l'an dernier, **trois remarques importantes** méritent d'être formulées pour tenter d'expliquer le sens à donner à cette inflexion :

- * D'abord, **ce qui est en question ici n'est pas vraiment la solidarité envers les plus pauvres**. Celle-ci reste, à vrai dire, bien vivace. On en prendra pour preuve le fait qu'une bonne partie de la population affiche une certaine « compréhension » à l'égard des plus démunis : 64 % des enquêtés estiment que les personnes en situation de pauvreté le sont, non parce qu'elles n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir, **mais parce qu'elles n'ont pas eu de chance** (Tableau 10).

Tableau 10

Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ?

	(en %)										
	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Début 2001
C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance	60	60	67	70	74	69	70	69	66	64	64
C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas fait assez d'effort pour s'en sortir	36	37	31	27	25	29	27	28	32	33	33
Ne sait pas	4	3	2	3	1	2	3	3	3	3	3
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

De même, une majorité de la population (57 %) considèrent aussi que les pouvoirs publics « **ne font pas assez** » pour les plus démunis. Le taux a cependant reculé sensiblement, de 6 points cette année (recul général dans toutes les catégories, sauf chez les femmes au foyer), signe que les interrogations sur ces sujets sont bien présentes (Tableau 11). Mais le niveau atteint permet encore de laisser penser que ce n'est pas **la nécessité** des actions envers les pauvres qui est discutée.

Tableau 11

Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent
ou ne font pas assez pour les plus démunis ?

	Début 1991	Début 1992	Début 1995	Début 1997	Début 2000	Début 2001	(en %) Evolution 2000-2001
. Font trop	3	3	2	2	4	5	+ 1
. Font ce qu'ils doivent	34	34	24	28	31	36	+ 5
. Ne font pas assez	62	62	73	69	63	57	- 6
. Ne sait pas	1	1	1	1	2	1	
Ensemble	100	100	100	100	100	100	

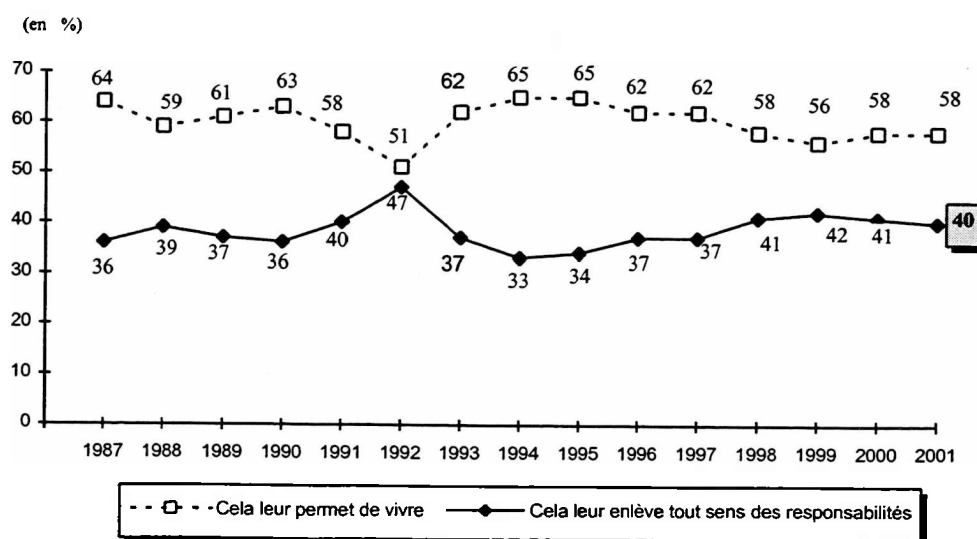
Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

- * En fait, on doit considérer que ce qui est surtout en cause, ce sont les risques suscités par les prestations sociales en matière de désincitation au travail.

Car la « contestation » semble un peu moins appuyée lorsqu'il s'agit de savoir si la prise en charge collective des familles démunies enlève à ces foyers, dans une formulation un peu vague, « tout sens des responsabilités ». Certes, 40 % de la population y croient (Graphique 15). Mais le taux est de 12 points inférieur à celui concernant les risques suscités par le RMI d'inciter les bénéficiaires « à ne plus chercher de travail ».

Graphique 15

Faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

C'est cette même interprétation que l'on peut proposer quand on observe, depuis deux ans, les évolutions intervenues sur les questions laissant supposer que les aides sociales pourraient avoir pour effet de **gêner la reprise d'une activité professionnelle**.

Ainsi, 70 % de la population (+ 13 points en trois ans) estiment que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi. De même, 76 % (+ 5 points en deux ans) considèrent que les minima sociaux concurrencent les emplois les moins rémunérés (Tableau 12).

Tableau 12

Le « durcissement » des attitudes concerne le risque de « désincitation » au travail

	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Début 2001	(en %) Evolution 1999 - 2000
. Est d'accord avec l'idée qu'il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire	Non posé	71	77	76	+ 5
. Pense que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi	57	63	68	70	+ 7
. Estime personnellement que tous les chômeurs ne doivent pas être indemnisés ¹⁰	28	32	36	38	+ 6

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Bien entendu, ce durcissement des attitudes à l'égard d'aides sociales considérées comme désincitatives à l'exercice d'une activité n'est pas sans rapport avec la diffusion de l'idée que le marché de l'emploi redémarre. C'est donc **dans le recul même du chômage que se trouvent peut-être les raisons de ces évolutions**.

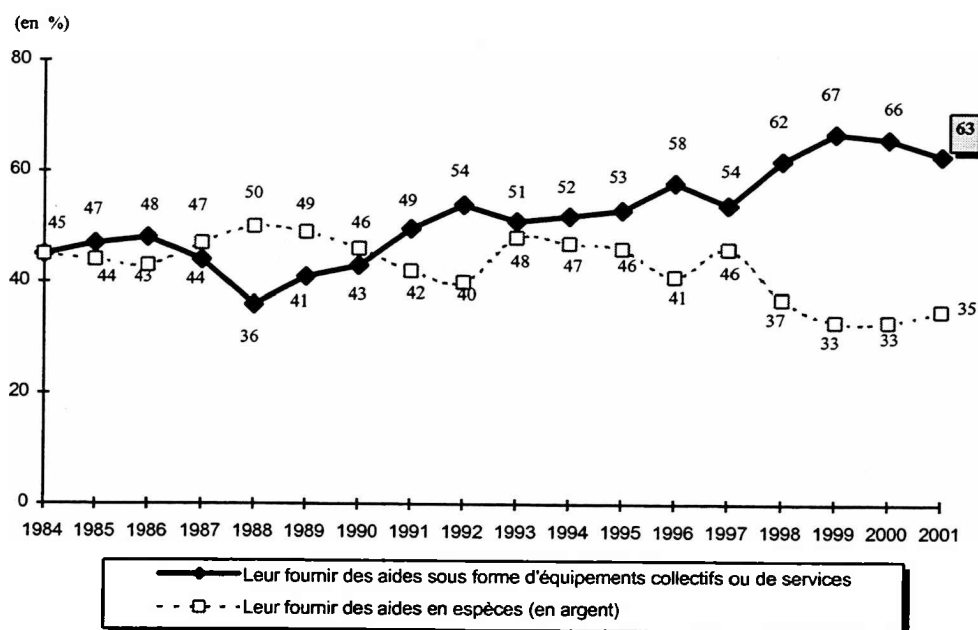
- * Enfin, troisième élément, **cette volonté de tenter d'éviter tout effet désincitatif va de pair, ou se cumule, avec une autre : celle de mieux contrôler l'utilisation des aides versées ; ou de mieux orienter ces aides, précisément afin qu'elles ne génèrent pas d'effets pervers.**

¹⁰ Le taux était de 24 % au début 1995.

N'est ce pas à cette volonté que l'on doit rattacher l'évolution intervenue ces dernières années en matière de prestations familiales ? En tout état de cause, depuis déjà quatre ans, près des deux tiers des Français (63 % cette année) estiment préférable, pour mieux aider les familles, de leur fournir principalement, non des aides en espèces, mais **des aides sous forme d'équipements ou de services** (Graphique 16). Certes, le taux a légèrement reculé en ce début 2001 (- 3 points) ; mais il n'est jamais inférieur, dans aucune catégorie, à 54 % (cas des ouvriers) et il « culmine » à 70 % chez les cadres ou à 74 % chez les titulaires de revenus élevés.

Graphique 16

Entre les deux solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour mieux aider les familles ?



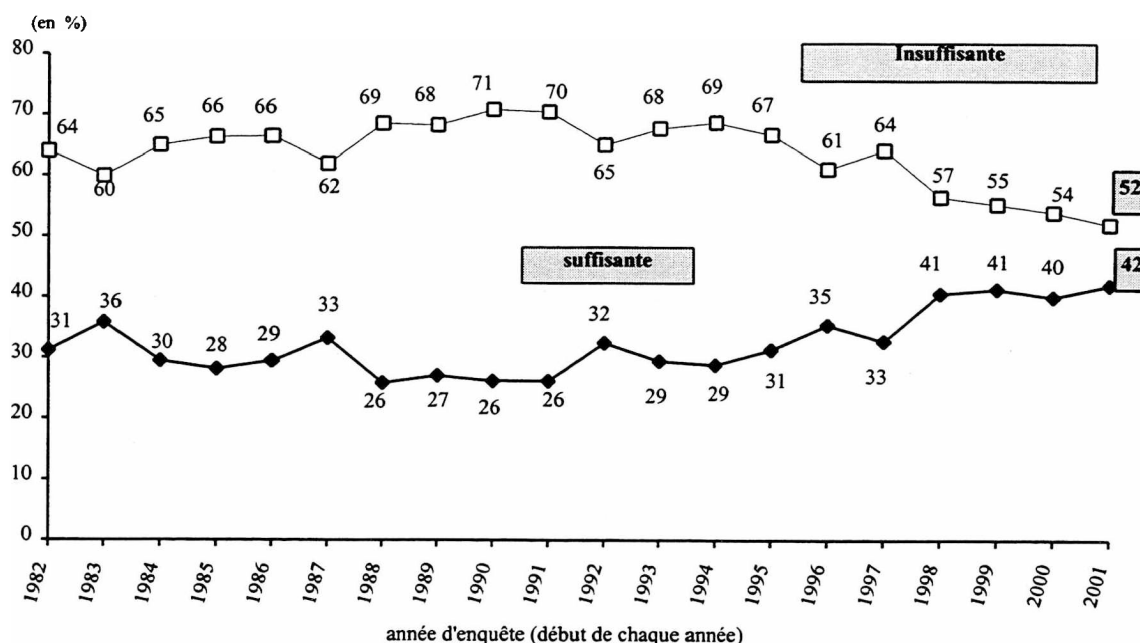
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Comment comprendre cette évolution autrement que par le souci de **mieux orienter et « contrôler »** l'utilisation des prestations versées. Il faut d'ailleurs, à ce propos, rappeler que 74 % de la population estiment aujourd'hui que les Caisses d'Allocations Familiales « ne contrôlent pas suffisamment les situations individuelles des allocataires ». Ce taux était de 10 points inférieur dans les années 1996-1998.

A vrai dire, le mouvement mis en évidence semble traduire la diffusion, dans tout le corps social, d'une attente profonde : celle qu'une **attention plus soutenue soit portée sur les modalités de distribution des aides sociales**. D'ailleurs, avec le recul du chômage et des préoccupations liées à la pauvreté, on constate que de plus en plus d'individus considèrent que les prestations versées aux familles sont « **globalement suffisantes** ». Le mouvement a été lent, mais le pourcentage atteint maintenant les 42 %, c'est-à-dire le taux le plus haut depuis que la question est posée (1982, cf. Graphique 17).

Graphique 17

Les familles qui ont des enfants touchent des prestations (les prestations familiales), destinées à les aider. Pensez-vous que cette aide est globalement ...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Finalement, les interrogations des Français à l'égard des aides sociales, présentes depuis plusieurs années, n'ont pas reculé ces douze derniers mois, malgré l'amélioration du moral des ménages. Le mouvement n'est donc pas conjoncturel : il traduit sûrement une interrogation profonde, d'abord sur le sens même à donner aux aides sociales, ensuite sur leur efficacité.

En guise de conclusion ...

L'**optimisme économique** des ménages français est, en ce début 2001, véritablement **sans précédent**. Sans précédent, d'abord par les niveaux atteints, historiquement les plus élevés de tous ceux engrangés, accumulés dirons-nous, ces deux dernières décennies. Sans précédent, ensuite, par le nombre d'indicateurs positifs concernés : la confiance retrouvée ne se mesure pas avec parcimonie ; elle porte aussi bien sur l'avenir que sur les conditions de vie présentes ; et ce ne sont plus seulement les perspectives individuelles qui se sont bonifiées, mais aussi, et surtout –et là est la nouveauté de ce début de millénaire–, les appréciations sur la situation financière des « autres ». Car l'aurait-on oublié ? Hier encore, l'an dernier même, beaucoup doutaient que l'amélioration allait aussi concerner l'ensemble du pays. Comme s'il s'agissait là d'une des dernières résurgences de la crise collective, profonde, tourmentée et troublante, que l'Hexagone avait connu. Les derniers stigmates du scepticisme se sont donc évaporés cette année. Presque en silence.

En trois ans, quel extraordinaire **retournement** ! Pour un peu, on en serait presque à se demander si nous n'avions pas exagéré, inventé même, la réalité de ces longues années noires de désenchantement que le pays, depuis la fin des années 80, avait laborieusement traversé... Mais ce paysage nouveau, sans faille apparente, n'est pas un leurre : l'amélioration du moral des ménages se constate dans tous les groupes socio-démographiques et il se construit, comme par sédimentations successives, depuis déjà cinq semestres consécutifs. On en est presque à imaginer la renaissance des « Trente Glorieuses » : un moral d'acier, et un grand modernisme en matière de mœurs (cf. ci-après).

Tout n'est pourtant pas oublié. Mais le regain d'optimisme est, à vrai dire, tellement fort, tellement profond, tellement constant depuis quelques semestres, qu'on en omettrait presque de lire, au bas de la page, la fin de la partition. Or, les inquiétudes, acérées et lourdes, sont toujours très prégnantes ; les interrogations sur les effets déresponsabilisants des aides sociales restent au plus haut. Et on voit poindre, contrepartie logique de l'amélioration du moral des Français, des **vellétés de revendications catégorielles** dans des groupes ayant le sentiment de ne pas bénéficier suffisamment des bienfaits du retour de la croissance.

A vrai dire, le plus étonnant est toujours –c'était déjà le cas l'an dernier– cette « **cohabitation** », hier encore totalement inaccoutumée, entre un moral économique exceptionnel et des craintes profondes, particulièrement exacerbées. Il y a un an, nous nous interrogeons sur la durabilité de cette « **coexistence pacifique** », pacifique parce que la population, confrontée à des peurs insaisissables, ne semble pas en tirer de conclusions, comme elle le faisait dans les années 90, quant à son moral ou même quant à la poursuite future de l'embellie économique.

Or, la **durabilité de cette cohabitation**, de cette promiscuité insolite, **ne semble maintenant plus faire de doutes** : nous sommes entrés de plain-pied, il y a déjà 18 mois, dans cette période nouvelle qui mêle étroitement optimisme délibéré et prise de conscience des risques divers, planétaires, qui nous étreignent. Ses conséquences en sont multiples : elles font s'entrecroiser intimement, se fusionner, dans les comportements de chacun, croyance dans le progrès et scepticisme prudent, plaisir et sagesse, insouciance et prévoyance, modernité et conservatisme.

Le maintien, dans les mois à venir, de cette situation « nouvelle » repose probablement sur **deux éléments fondamentaux** :

- D'abord, **sur la poursuite de la baisse du chômage**. Car les liens entre recul du chômage et retour de la confiance sont manifestes : le moral des ménages a commencé à retrouver des couleurs, il y a 2 ans et demi, quand s'est esquisse un début de diffusion de l'idée que le nombre de chômeurs allait enfin baisser. De même, l'optimisme atteint aujourd'hui des records, tiré par le recul du chômage, et ce alors même que le pays compte encore deux millions de chômeurs.
- Ensuite, **sur le fait que les pouvoirs publics montrent qu'ils agissent pour répondre aux risques sociétaux qui assaillent le corps social**. Etrangement, on pourrait presque avoir le sentiment que ce n'est pas obligatoirement la réussite de ces actions qui importe, **mais le fait qu'elles existent**. Car si ces peurs, si les dangers ressentis sont perçus comme inéluctables, c'est bien parce que chacun ressent la difficulté qu'il y a à les combattre. Cependant, la montée des préoccupations relatives à la violence et l'insécurité demande une réponse concrète puisque ces craintes sont peut-être précisément parmi celles qui s'associent le plus, aujourd'hui, à l'idée qu'on peut agir, qu'on **doit** agir, pour éviter de les subir.

En un mot, cette **conjonction singulière** de l'optimisme économique et des peurs sociétales constitue le **nouveau décor du pays**. Aujourd'hui, presque comme une force irrépessible, l'optimisme l'emporte largement ; il devrait, sans nul doute, continuer à prévaloir, pour peu que l'on sache, avant tout, ne pas oublier les peurs multiformes qui étreignent toujours, lancinantes, le corps social...

* * *
*

**Une visualisation de l'état de l'opinion
au début 2001**

Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2001

Réalisée depuis vingt-trois ans, l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'Etat de l'opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables ont déjà été, à plusieurs reprises, sélectionnées pour définir ce que l'on peut appeler « **l'espace général des opinions des Français** »¹. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perceptions et d'opinions**. Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget, ...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période², *l'espace général des opinions des Français*. Cette construction permet d'observer à la fois :

- La trajectoire suivie dans cet espace par l'ensemble de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 2001.
- La façon dont les différents groupes socio-démographiques se situent dans cet espace à chaque période d'enquêtes, notamment en janvier 2001.

¹ Voir notamment les notes de conjoncture des six dernières années. On trouvera la liste des variables retenues page 74 ci-après.

² Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir « *L'Espace des Opinions des Français - 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, Octobre 1998.

Cette visualisation met en évidence un double constat :

- **Le début 2001 se caractérise par la poursuite du mouvement spectaculaire de progression de la satisfaction, engagé depuis 1999** : vingt-trois années d'inflexions et de revirements **multiples** sont, pour ainsi dire, purement et simplement effacées. Le moral des Français affiche maintenant un degré d'optimisme qu'on ne lui avait pas connu depuis 1980.

L'ampleur de ce mouvement a été, en trois ans, **d'une intensité sans précédent**. Le corps social a quasiment traversé la totalité de « l'Espace des Opinions », de l'insatisfaction extrême au contentement le plus élevé. La puissance de ce mouvement tient au fait que l'amélioration des opinions a touché toute une série de sujets différents : croyance dans un avenir meilleur, jugements plus optimistes sur le niveau de vie personnel, aussi bien que sur celui des « autres », diminution des écarts entre perceptions collectives et perceptions individuelles. Et même si le radicalisme est un peu remonté cette année, il reste, en moyenne, à un niveau nettement plus bas qu'il y a trois ans. Il est vrai aussi que l'indicateur d'inquiétudes n'entre pas historiquement dans les variables prises en compte pour construire l'Espace des Opinions¹.

Le mouvement d'amélioration de la satisfaction est néanmoins, cette année, globalement moins fort qu'il ne l'avait été en 1999 ou l'an dernier. En ce sens, on peut dire que **2001 est une année de forte consolidation du mouvement exceptionnel engrangé depuis deux ans**. Car si, analysée sur 36 mois, la diminution du mal-être a touché **tous** les groupes sans aucune exception, cette année, quelques catégories n'ont pas suivi le mouvement général. Cela concerne, en particulier, les titulaires de revenus « moyens-bas » (6 000 à 10 000 Francs/mois), les 50-64 ans voire les ouvriers, c'est-à-dire ces groupes où l'on sent monter le sentiment de ne pas assez bénéficier du retour de la croissance (cf. ci-dessus).

¹ Les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

- **D'autre part, le mouvement général vers le « modernisme » se poursuit, lentement, mais sûrement : le niveau de « modernité » des Français n'a jamais été aussi élevé.** A vrai dire, ce mouvement lent est la résultante de la poursuite de « l'ouverture » de la population en matière de mœurs, mais aussi de sa confiance accrue en l'avenir : cette foi dans le progrès, dans le futur, devient une variable aussi importante que la libération des mœurs pour expliquer ce qu'on appellera « le modernisme » du nouveau millénaire. En tout état de cause, ce mouvement de modernité a un peu moins affecté cette année les groupes déjà très en avance sur ce point : les cadres et les revenus élevés. Pendant qu'il a cru sensiblement dans les communes de taille moyenne, chez les jeunes ou chez les bas revenus.

1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2001)

Les seize variables actives présentées ci-après contribuent à construire « l'Espace Général des Opinions des Français »².

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages « **satisfaction/insatisfaction** » et « **modernisme/traditionalisme** » (graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.

Ainsi, à gauche de la carte (graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

² Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 46 000 individus (vingt-trois vagues d'enquêtes).

A l'opposé (à droite du graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

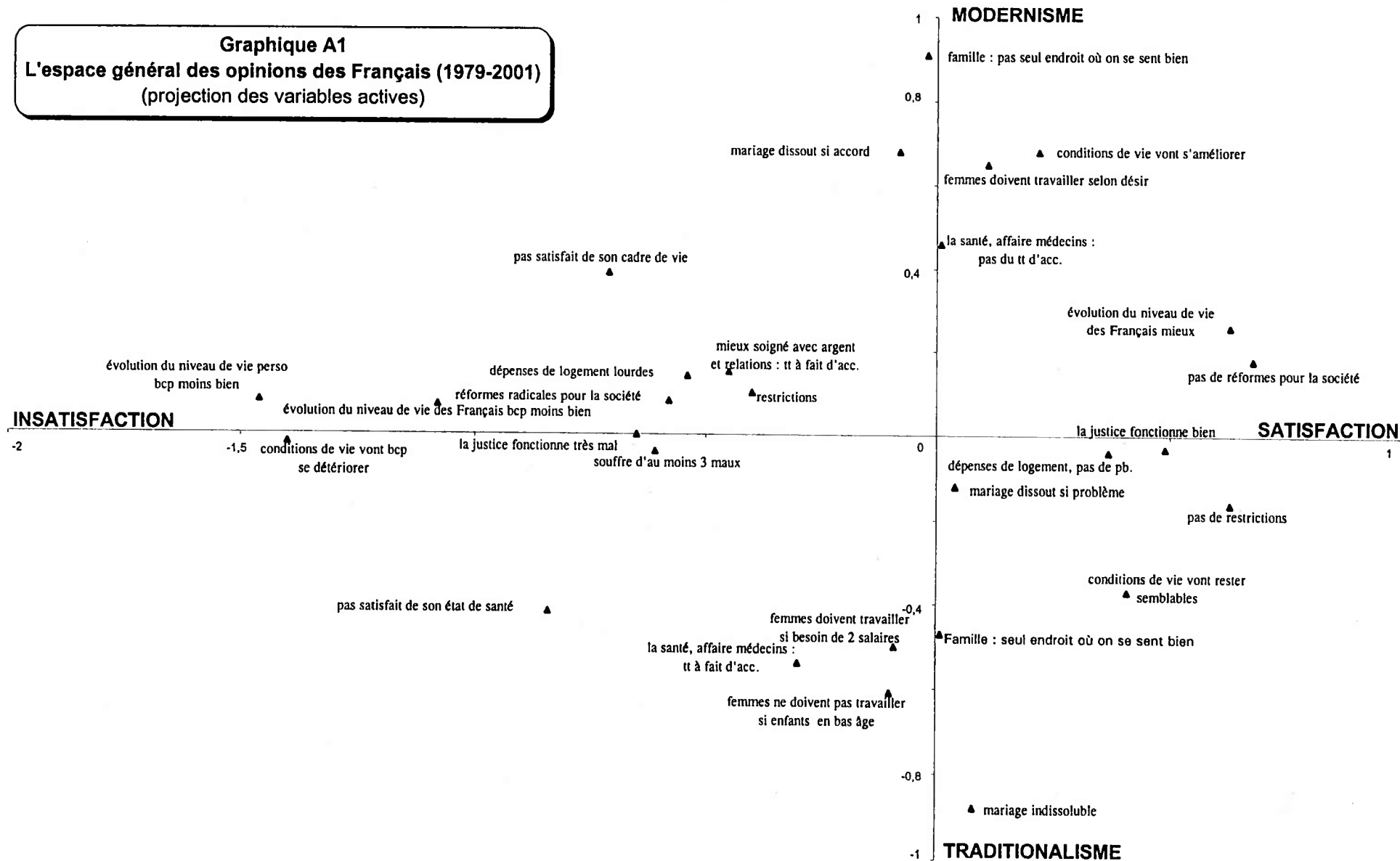
Le **deuxième axe**, dont le contenu se résumait, jusqu'à ces dernières années, à l'opposition « modernisme-traditionalisme » en matière de mœurs, se détermine d'abord à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se projettent les individus ayant des opinions dites "modernistes" en matière de mœurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient travailler quand elles le désirent.

Mais on observe aussi que figurent ici les individus les plus confiants envers leurs conditions de vie prochaines : cette variable, représentative d'une confiance certaine envers l'avenir, **exerce davantage d'influence depuis deux ans. Le modernisme en matière de mœurs s'accompagne donc d'une confiance plus accentuée envers le futur, d'une foi en l'avenir.**

A l'inverse, au Sud du graphique, les « traditionalistes » estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou qu'elles ne doivent le faire que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire.

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1979-2001)
 (projection des variables actives)



2. L'évolution, sur vingt-trois ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation au début 2001

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population française depuis le début 1979 (Graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, **de nombreux revirements et inflexions**. Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (début 1979 et début 2001), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par un **plus grand modernisme**. Mais le fait majeur de ces trois dernières années est **le retour à la satisfaction**, mouvement dont l'ampleur a été exceptionnelle entre 1998 et 2000 et qui s'est prolongé en ce début 2001.

Huit grandes phases peuvent être grosso modo décelées sur l'ensemble de la période (graphique A2) :

- 1 - De 1979 à 1982, une forte diffusion des opinions modernistes sur la famille, le mariage et le travail des femmes.
- 2 - De 1982 à 1985, une perte de vitesse des opinions modernistes et une très nette montée de l'insatisfaction.
- 3 - En 1986 et 1987, un recentrage des opinions.
- 4 - En 1988, un retour très sensible, mais limité dans le temps, aux valeurs traditionnelles.
- 5 - De 1988 à 1990, un regain du modernisme, accompagné du retour d'une certaine satisfaction.
- 6 - De 1990 à 1994, une croissance continue de l'insatisfaction, allant de pair avec une diminution du modernisme.
- 7 - De 1994 à 1998, une poussée du modernisme, accompagnée d'un niveau très élevé d'insatisfaction.

- 8 - De 1999 à 2001, une diminution spectaculaire du mal-être. Le retour dans la zone dite « de la satisfaction » s'est opéré au début 1999. Depuis, la France s'est réinstallée dans un contentement certain, teinté de forte modernité.

Le début 2001 se caractérise donc par « l'installation » dans ce qu'on appellera un certain « bien-être sociétal », accompagné d'une nouvelle progression du modernisme. Le niveau de contentement atteint est presque celui de 1980, mais avec beaucoup plus de modernisme.

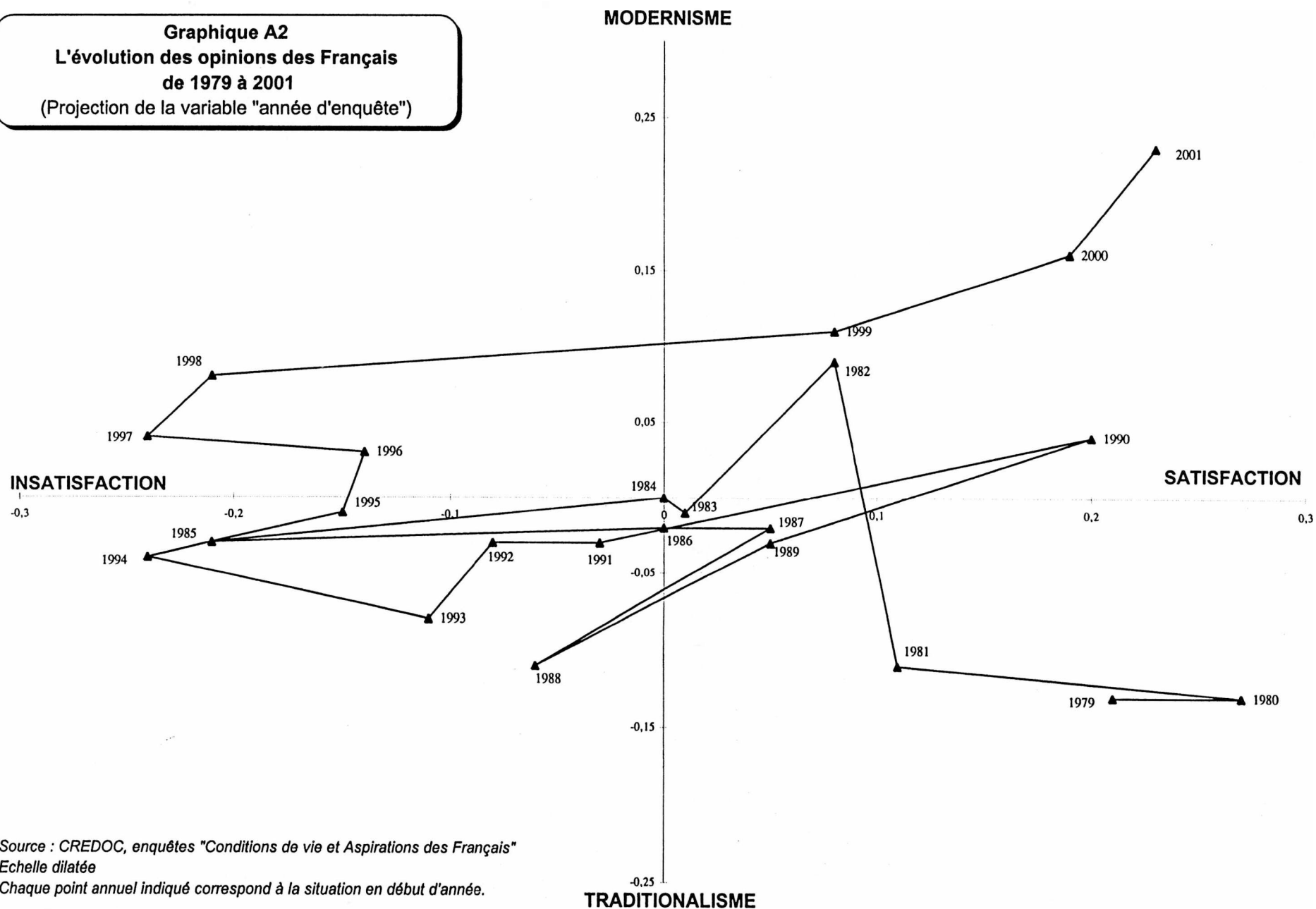
La satisfaction exprimée répond aux différents éléments positifs qui ont affecté le corps social, sous l'effet de la baisse du chômage : amélioration des anticipations sur les conditions de vie à venir, jugements nettement moins défavorables sur le niveau de vie de l'ensemble des Français, opinions positives sur les revenus personnels. Ces évolutions ont cependant été en partie compensées cette année par une légère remontée du désir de transformation radicale de la société et un net accroissement des critiques sur le fonctionnement de la justice³ ... Au total, dans quasiment tous les groupes de la population, la progression vers le contentement s'est poursuivie, sauf chez ceux pour lesquels les velléités revendicatives se sont nettement accrues (6 000 à 10 000 F/mois, 50-64 ans, habitants de petites communes de province, ...).

La poussée vers le modernisme tient autant dans la montée, à un niveau encore jamais atteint, des pronostics favorables envers l'avenir que dans une accentuation du « modernisme » en matière de mœurs (famille, mariage, travail des femmes). Cette modernité a globalement le plus progressé chez les jeunes, les habitants des petites et moyennes villes de province, les bas revenus, mais aussi précisément dans les groupes davantage revendicatifs. Comme si, dans ces catégories, cette poussée de modernité accentuait encore plus leur sentiment de ne pas assez bénéficier des fruits de la croissance.

Il reste que malgré ces quelques inflexions, assez rares sont, cette année, les évolutions catégorielles n'ayant pas suivi la direction générale mise en évidence pour l'ensemble de la population.

³ Rappelons que « l'indicateur d'inquiétudes » n'entre pas dans les variables prises en compte pour construire l'Espace des Opinions : les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

Graphique A2
L'évolution des opinions des Français
de 1979 à 2001
 (Projection de la variable "année d'enquête")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Echelle dilatée
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population française depuis 1979, on peut visualiser celle de chacune des principales catégories socio-démographiques sur les vingt-trois dernières années.

Cinq critères seront présentés, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles intervenues entre début 1999 et janvier 2001 : ils concernent la Profession-Catégorie-Sociale des enquêtés, leur âge, leur localisation géographique (Paris-province, ruraux-urbains), leurs niveaux de diplômes et de revenus.

Pour ce faire, nous n'avons pas représenté les vingt-trois positions de chaque groupe social au fil des ans, mais nous avons effectué des regroupements d'années, sauf pour la dernière période, celle qui nous intéresse ici (1999, 2000, 2001). Ce choix vise à mettre surtout en évidence les fluctuations précises intervenues ces trois dernières années.

A - Si toutes les catégories sociales figurent du côté de la satisfaction, les retraités et les ouvriers n'ont pas tout à fait suivi le mouvement général (Graphiques A3 et A3 bis)

L'analyse par Profession-Catégorie Sociale (PCS) met en évidence que les différents groupes se positionnent de manière très distincte dans « l'Espace des Opinions ». Les cadres, puis les employés et les ouvriers sont les plus modernistes. Les travailleurs indépendants, les femmes au foyer, puis de façon plus accentuée, les retraités, sont plus traditionalistes.

En tout état de cause, on observe bien que les trois dernières années se sont traduites, **dans tous les groupes**, par un net cheminement, spectaculaire, vers la satisfaction.

Les évolutions intervenues entre le début 2000 et janvier 2001 appellent cependant **trois** remarques principales :

- * **Ce sont les cadres, puis les travailleurs indépendants, qui atteignent, de loin, le plus haut niveau de satisfaction.** Le contentement des cadres s'est encore nettement accru ces douze derniers mois : leur niveau de satisfaction dépasse maintenant, de très loin, celui qui était le leur au début de la période (1979-1981). Deux chiffres traduisent bien leur état d'esprit actuel : 50 % des cadres estiment que leur niveau de vie personnel s'améliore (contre 37 % en moyenne) ; 55 % pensent que leurs conditions de vie vont continuer à évoluer positivement (contre 43 % en moyenne). On constate néanmoins chez eux un très léger recul du « modernisme » en matière de mœurs. Le niveau atteint reste cependant supérieur à celui qu'il était en 1999.

Quant aux travailleurs indépendants⁴, ils font preuve cette année d'un contentement accru et surtout d'un modernisme nettement accentué, qui efface quasiment le recul qu'ils avaient connu sur ce point au début 2000 : en même temps que leur confiance en l'avenir connaît une progression spectaculaire (+ 18 points en un an), leur attachement à la famille régresse (- 6 points).

- * **La progression du contentement se poursuit, mais de façon ralentie, chez les employés, les femmes au foyer et les ouvriers.** Si, l'an dernier, c'était chez les employés que la progression de l'optimisme avait été la plus rapide, le mouvement s'est sensiblement ralenti chez eux cette année. Le ralentissement est également net chez les femmes au foyer et surtout chez les ouvriers.

A vrai dire, dans ces trois groupes, il ne fait pas de doute que le moral s'est nettement amélioré en un an : + 10 points dans les jugements optimistes des employés sur leurs conditions de vie à venir ; + 12 points chez les femmes au foyer en ce qui concerne leurs appréciations positives sur leur propre situation financière ; - 23 points dans les pronostics négatifs des ouvriers vis-à-vis du chômage.

Néanmoins, dans les trois cas, les opinions critiques sur le fonctionnement de la justice se sont sensiblement accrues (+ 12 à + 15 points) et chez les ouvriers, le pourcentage de « radicaux » retrouve un niveau très élevé (38 %, contre 30 % en moyenne), en même temps que les restrictions déclarées s'accroissent sensiblement

⁴ La projection des indépendants dans l'Espace des Opinions figure au graphique A3 bis. Ce choix a été fait uniquement pour améliorer la lisibilité et éviter les chevauchements avec d'autres trajectoires. Précisons que les professions libérales sont classées parmi les cadres, et non avec les travailleurs indépendants.

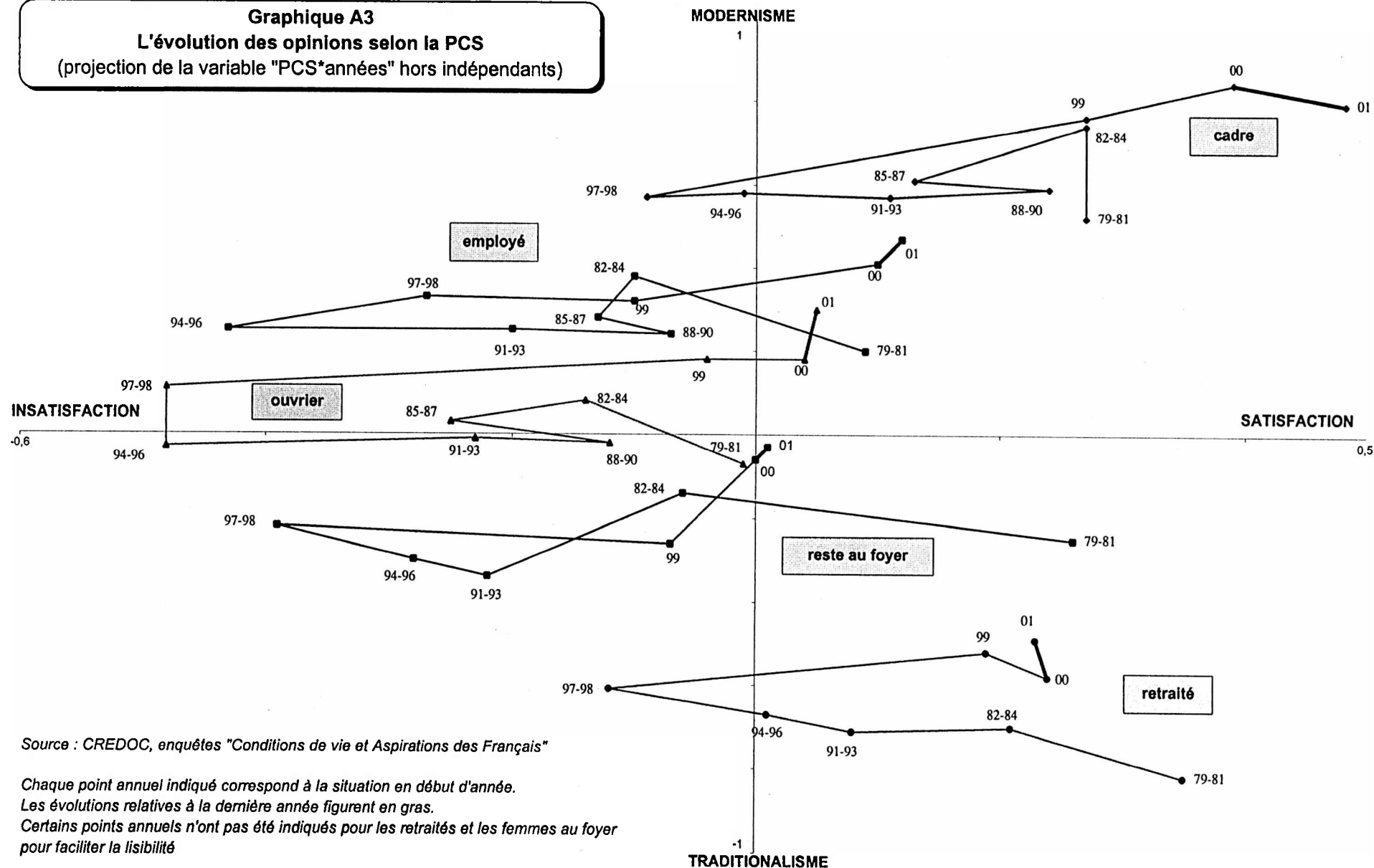
(+ 6 points). Employés et ouvriers font partie des groupes, on l'a vu, où les velléités revendicatives ont le plus augmenté cette année. Ce mouvement d'exigences radicalistes nouvelles semble s'être accompagné, chez les ouvriers, d'une modernité accrue, basée en partie sur une confiance plus grande en l'avenir.

Remarquons par ailleurs que ce sont les femmes au foyer qui apparaissent comme les moins satisfaites de toutes les catégories analysées ici : leur position actuelle se situe quasiment au centre de l'Espace.

- * **Enfin, les retraités constituent la seule catégorie socio-professionnelle qui a évolué cette année à contre-courant sur l'axe de la satisfaction** : seulement 12 % d'entre eux pensent que leurs conditions de vie vont s'améliorer (contre 43 % dans l'ensemble de la population) et pas plus de 20 % estiment que leur niveau de vie personnel va mieux (contre 37 % en moyenne). Il n'empêche qu'ils se sont davantage ouverts cette année en matière de mœurs, surtout en ce qui concerne le travail féminin, même s'ils figurent encore parmi les plus traditionalistes des Français.

Finalement, le contentement du corps social a continué à s'affirmer cette année, sauf chez les retraités. De plus, chez les ouvriers, il s'est quasiment stabilisé au niveau de l'an dernier.

Graphique A3
L'évolution des opinions selon la PCS
(projection de la variable "PCS*années" hors indépendants)



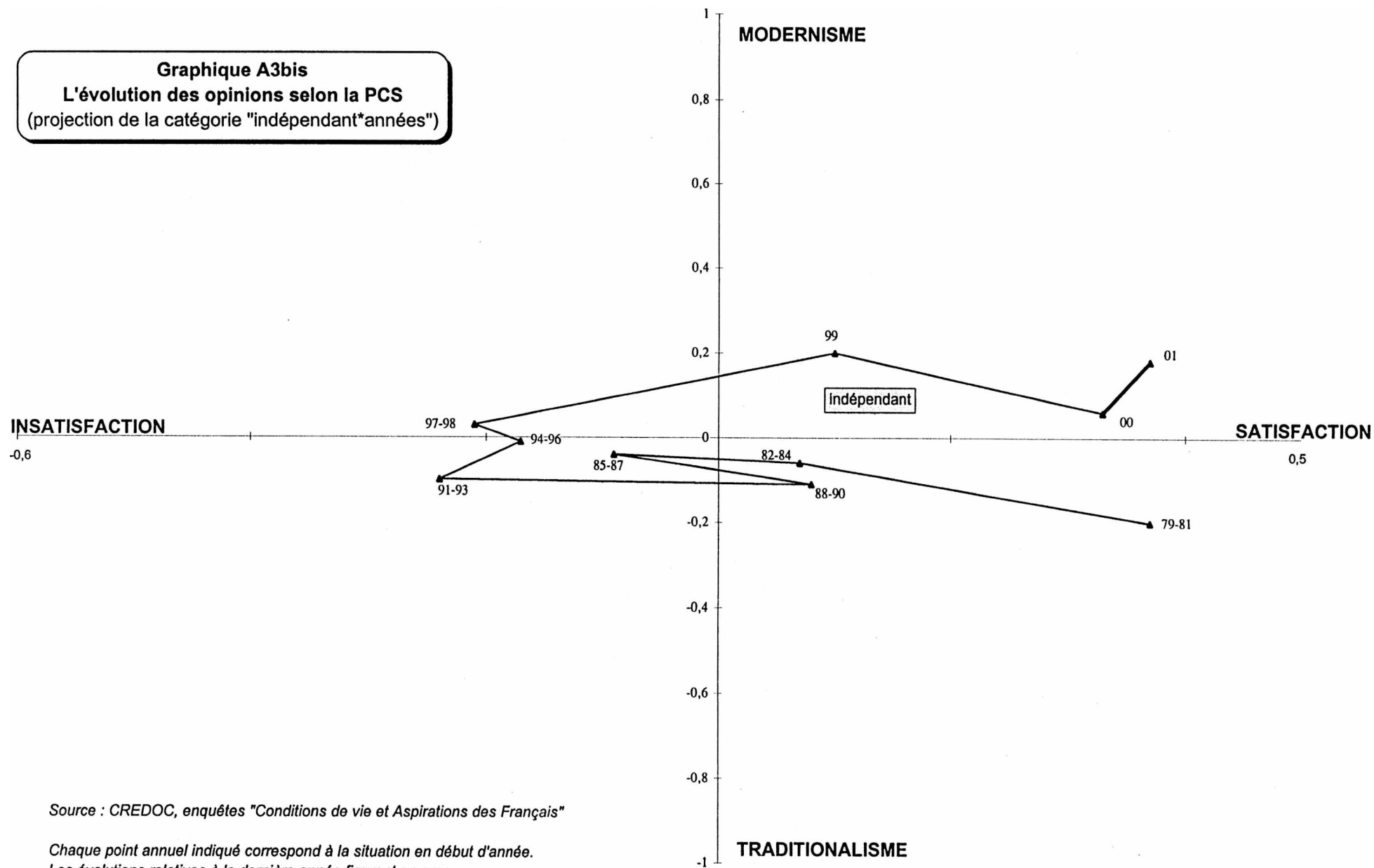
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

Certains points annuels n'ont pas été indiqués pour les retraités et les femmes au foyer pour faciliter la lisibilité

Graphique A3bis
L'évolution des opinions selon la PCS
(projection de la catégorie "indépendant*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

B - Un mieux dans toutes les classes d'âge, sauf chez les 50-64 ans (Graphique A4)

D'une manière générale, on observe que les jeunes sont les plus modernistes (ils se projettent au Nord de l'Espace) et les personnes au-delà de 50 ans, plutôt traditionalistes en matière de mœurs (au Sud).

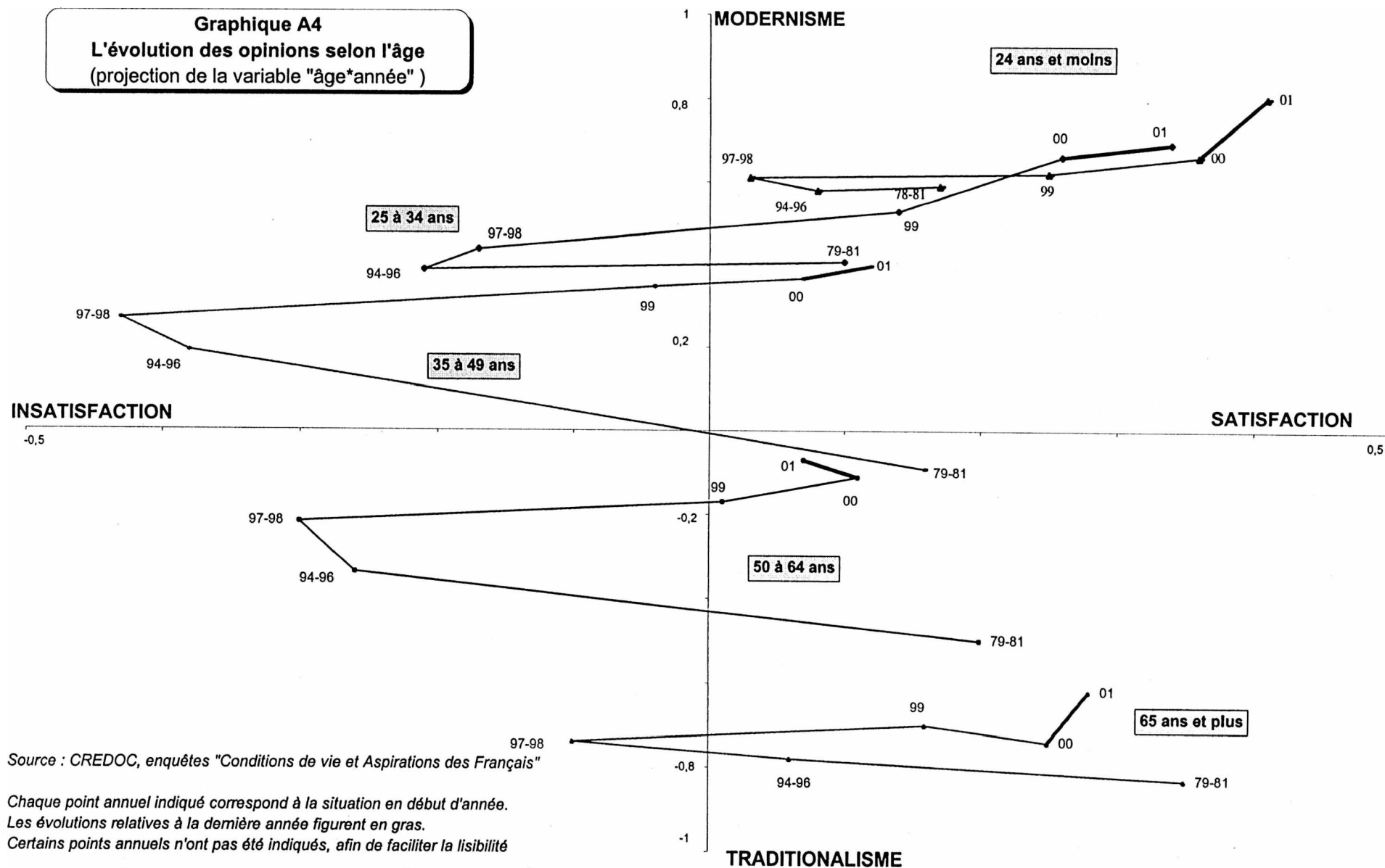
Autre remarque générale : quel que soit le groupe analysé, les évolutions intervenues de 1979 à 2001 se sont faites nettement plus le long de l'axe horizontal (satisfaction/insatisfaction) que sur l'axe vertical (axe de traditionalisme/modernisme) : les effets horizontaux sont plus conjoncturels, dirons-nous, que les effets verticaux, liés bien entendu à des mouvements plus lourds, générationnels.

Ceci étant, l'observation des évolutions intervenues entre 2000 et 2001 par classe d'âge apporte **deux types d'enseignements** :

- * **L'amélioration du mieux-être a touché tous les groupes d'âge, sauf les 50-64 ans.** Certes, comparé à la situation de 1998, la satisfaction s'est considérablement accrue dans **tous** les groupes : plus aucun ne figure maintenant du côté de l'insatisfaction. En particulier, le profond « malaise collectif » qui avait touché les 35-49 ans de 1994 à 1998 est totalement oublié. C'est d'ailleurs globalement dans **toutes les classes d'âge en dessous de 50 ans** que le mieux-être a continué à progresser le plus vite cette année. Le mouvement a été un peu moins fort chez les plus de 65 ans. Mais surtout, les 50-64 ans ont reculé, ces douze derniers mois, sur l'échelle du contentement. Là encore, ce ne sont pas leurs jugements sur leur propre situation ou sur la situation des autres qui se sont détériorés. Mais ils « doutent de l'avenir » : seulement 25 % d'entre eux croient à des perspectives personnelles meilleures (soit le même chiffre que l'an dernier, contre 43 % en moyenne). Et 34 % (+ 7 points en un an) souhaitent des réformes radicales de la société.
- * **Le modernisme s'est accru dans toutes les classes d'âge, mais surtout aux deux extrémités de l'échelle.** Chez les moins de 25 ans, c'est la foi dans l'avenir qui se surajoute à une conception des mœurs déjà très libérale : c'est le groupe qui se projette aujourd'hui le plus au Nord de l'Espace des Opinions. Chez les plus de 65 ans, c'est surtout le changement profond intervenu cette année dans leur acceptation du travail féminin qui explique cette évolution (43 % y sont maintenant favorables, + 8 points en un an).

De façon plus générale, on observe que le mouvement, entamé l'an dernier, de rapprochement des positions respectives des moins de 25 ans et des 25-34 ans se poursuit. Ils se confondent presque dans l'Espace des Opinions : satisfaits et modernistes, les moins de 35 ans voient l'avenir en rose. Les 35-49 ans cherchent à « les rattraper ». La rupture n'en est que plus nette avec les plus de 50 ans.

Graphique A4
L'évolution des opinions selon l'âge
(projection de la variable "âge*année")



C - La satisfaction ne progresse plus dans les petites villes de province. Elle continue, par contre, à se diffuser très rapidement chez les Franciliens (Graphiques A5 et A6)

L'observation des évolutions en fonction du lieu d'habitation (Graphique A5) met en évidence de sensibles différences dans le mouvement d'essor de la satisfaction :

- * L'an dernier, c'était chez **les habitants des villes de province** (plus de 2 000 habitants) que le contentement s'était, de loin, le plus accru. Ce mouvement a été stoppé cette année. A vrai dire, la satisfaction a continué à légèrement progresser dans les plus grosses agglomérations régionales (100 000 habitants et plus, mais aussi 20 000 à 100 000 habitants). Par contre, **elle a reculé, ces douze derniers mois, chez les habitants de communes de 2 000 à 20 000 habitants**. Encore une fois, ce mouvement correspond au phénomène, déjà évoqué, de montée **parallèle** de l'optimisme économique et des revendications catégorielles : les habitants de petites villes ont le sentiment que la situation économique s'améliore, mais en même temps, leur demande de réformes radicales s'accroît (+ 7 points) et leurs attentes d'augmentation de pouvoir d'achat, plutôt que de temps libre, gagnent 11 points.

Cet arrêt de la croissance de la satisfaction s'est accompagné d'une très sensible montée du modernisme, aussi bien dans les agglomérations de 2 000 à 20 000 habitants que dans celles de 20 000 à 100 000 âmes.

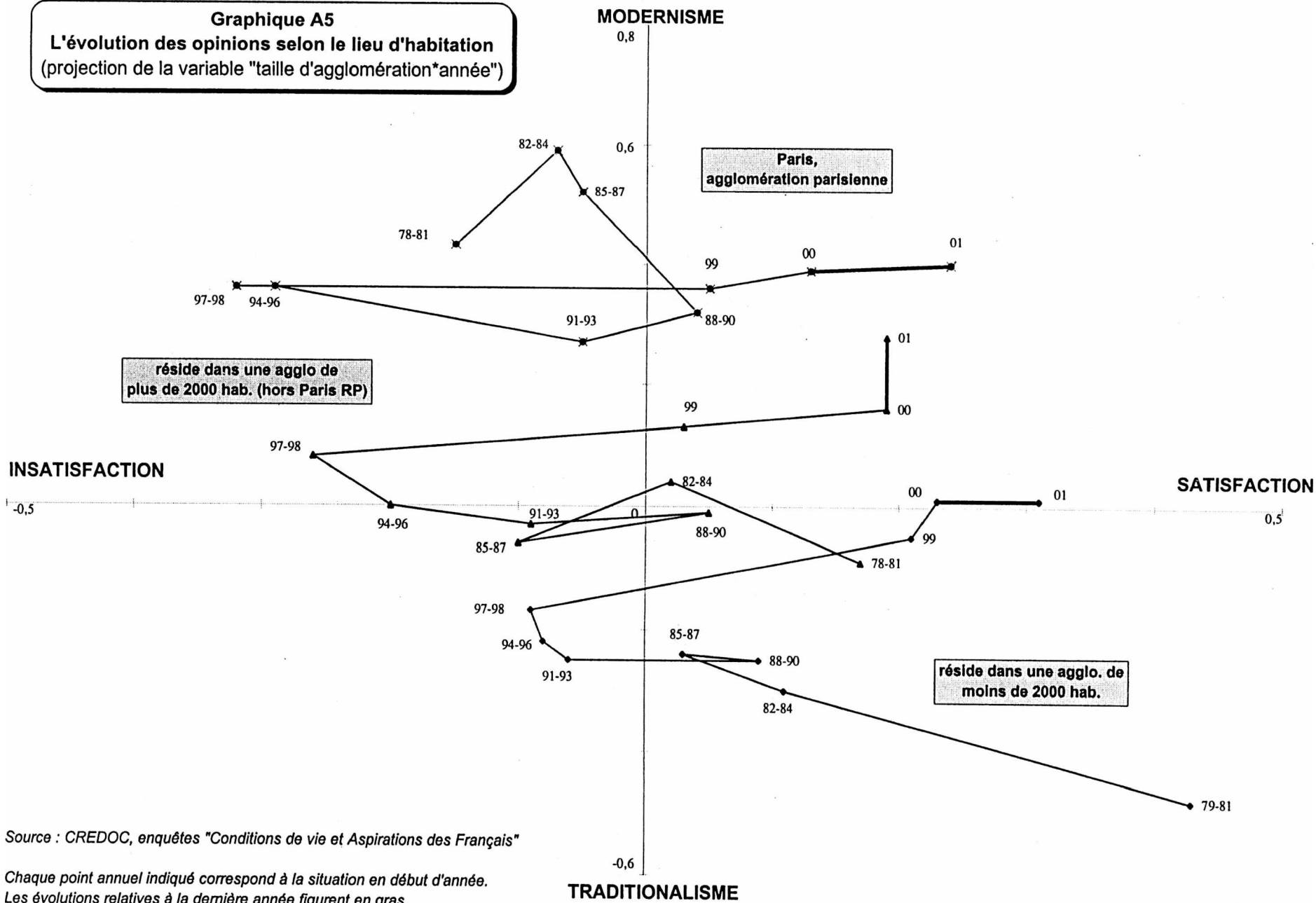
- * **Les ruraux** n'avaient bénéficié, l'an dernier, que d'un faible accroissement de leur mieux-être. Ils se rattrapent cette année, sous l'effet d'une amélioration sensible de leurs jugements positifs sur l'évolution de leur propre niveau de vie.
- * Enfin, **les Franciliens** figurent au premier rang des catégories dont le niveau de satisfaction a progressé le plus vite ces douze derniers mois : 42 % estiment que leurs revenus s'améliorent (+ 6 points cette année) ; 53 % croient à des conditions de vie personnelles meilleures dans les cinq ans à venir (+ 8 points en un an). Mais surtout leurs jugements sur la situation des « autres » se sont améliorés à une vitesse vertigineuse (- 26 points dans les opinions négatives, contre - 18 points en moyenne).

D'ailleurs, il est intéressant de noter que ce mieux a quasiment affecté dans les mêmes proportions les Franciliens **les plus jeunes et les plus âgés** (Graphique A6) :

- * **Les Franciliens de moins de 40 ans** ont maintenant un niveau de contentement parmi les plus élevés. En fait, en trois ans, ils ont quasiment traversé de part en part l'Espace des Opinions : 59 % (contre 37 % en moyenne) jugent favorablement l'évolution de leurs propres ressources et 70 % (contre 43 % en moyenne) croient en l'amélioration de leurs conditions de vie à venir.
- * **Les Franciliens plus âgés** (plus de 40 ans) sont bien moins optimistes sur leur propre situation, mais seulement 32 % d'entre eux croient maintenant que le niveau de vie des Français continue de se dégrader (contre 65 % l'an dernier !). De fait, leur radicalisme, aigu au début 2000, a reculé de 6 points (alors qu'il a en moyenne augmenté de 2 points dans l'ensemble de la population). Cet essor du contentement s'est cependant, chez eux, accompagné d'un recul du modernisme, notamment en matière de facilité de dissolution du mariage.

Ce contentement des Franciliens ne doit cependant pas faire oublier que, chez eux, les inquiétudes ont fortement augmenté ces derniers mois.

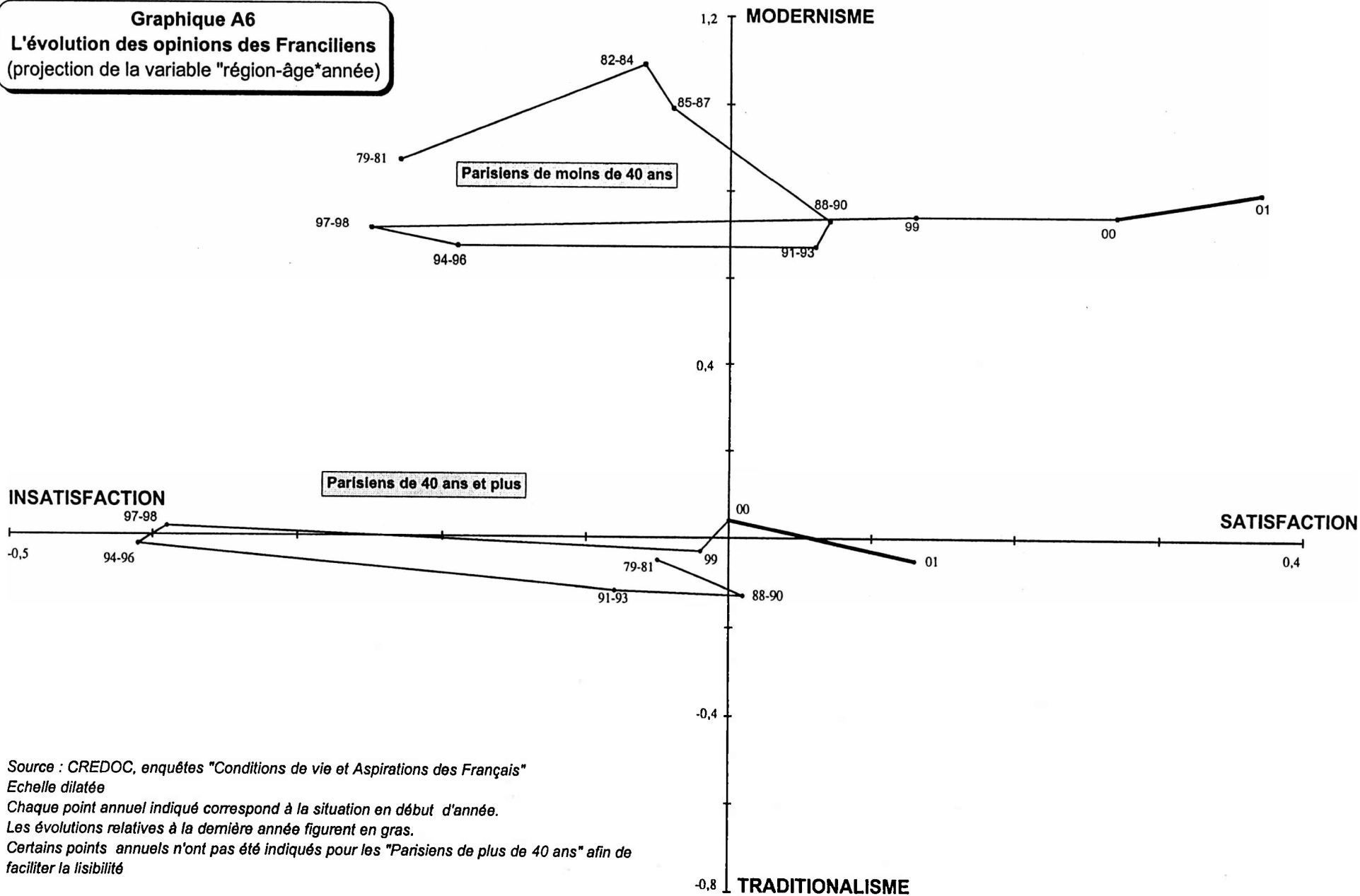
Graphique A5
L'évolution des opinions selon le lieu d'habitation
(projection de la variable "taille d'agglomération*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

Graphique A6
L'évolution des opinions des Franciliens
 (projection de la variable "région-âge*année")



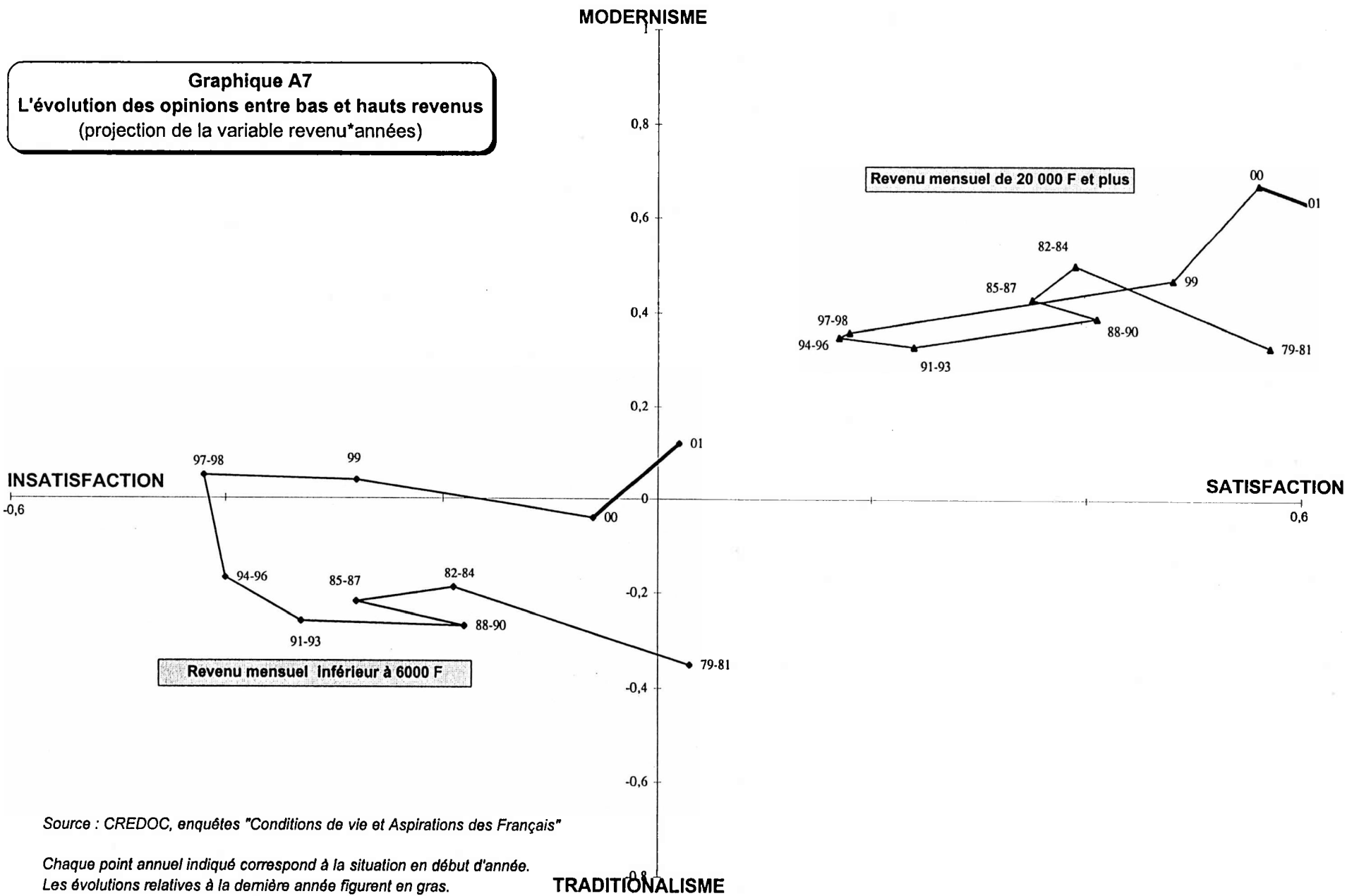
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Echelle dilatée
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.
 Certains points annuels n'ont pas été indiqués pour les "Parisiens de plus de 40 ans" afin de faciliter la lisibilité

D - Les revenus « moyens-bas » et les non-diplômés n'ont pas, cette année, bénéficié de l'amélioration générale (Graphiques A7 et A8)

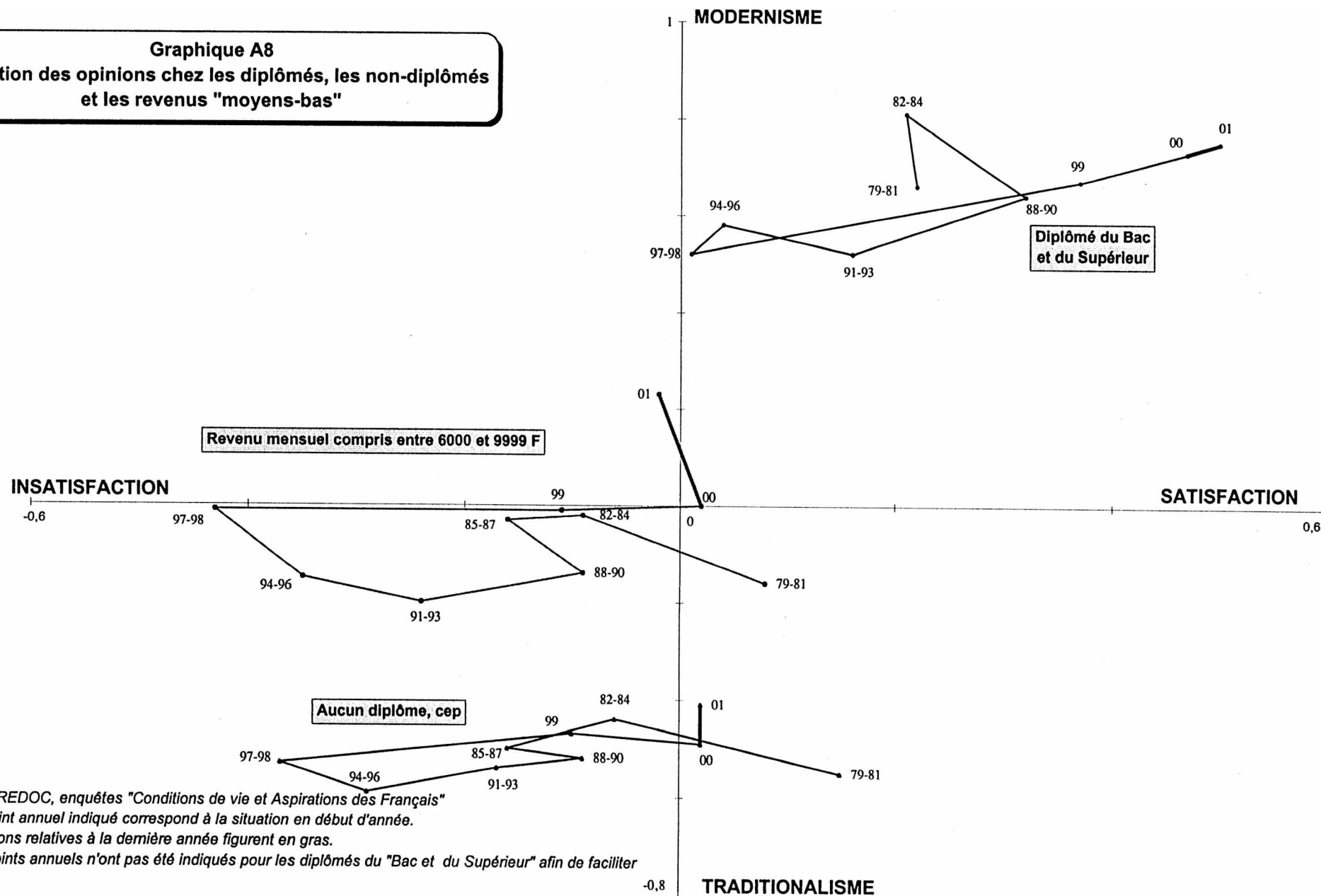
Enfin, la comparaison des catégories situées au plus haut et au plus bas de l'échelle sociale met en évidence que cette année, l'amélioration qui a affecté la plupart des groupes sociaux n'a pas touché les revenus « moyens-bas » (6 000 à 10 000 Francs/mois) et les non-diplômés :

- * Dans **les catégories les plus défavorisées** (moins de 6 000 F/mois), le niveau de satisfaction, qui avait sérieusement augmenté l'an dernier, a continué à progresser : ce groupe qui était encore, au début 2000, le seul à figurer du côté de l'insatisfaction a passé cette année la « frontière » (Graphique A7), signe que l'amélioration du moral a continué à progresser dans la plupart des groupes, y compris au plus bas de l'échelle.
- * Cependant, **les titulaires de revenus légèrement supérieurs** (de 6 000 à 10 000 F/mois) ont connu cette année une situation inverse : ils sont repassés de la satisfaction au mécontentement (Graphique A8). On trouve là l'exemple le plus flagrant de la montée des revendications ayant affecté des catégories estimant ne pas bénéficier assez des bienfaits de la croissance : 48 % des « 6 000 à 10 000 F/mois » considèrent que leurs propres conditions de vie vont s'améliorer prochainement (+ 9 points en un an, contre + 3 points en moyenne), mais, en même temps, 35 % souhaitent des réformes radicales de la société (+ 6 points en un an) et 73 % disent s'imposer des restrictions (+ 8 points cette année). **L'amélioration attendue crée donc chez eux une profonde impatience revendicative.** Celle-ci s'accompagne d'une plus grande modernité (signe d'une confiance accrue en l'avenir).
- * C'est ce même mouvement que l'on retrouve, atténué, chez les **non-diplômés** : ils restent du côté de la satisfaction, mais ils ne progressent plus (Graphique A8). Et s'ils gagnent un peu en modernité, ils figurent toujours parmi les plus traditionalistes de nos concitoyens (beaucoup des plus de 65 ans n'ont pas de diplômes)
- * **Les titulaires de hauts revenus** (20 000 Francs et plus dans le foyer) culminent au plus haut de la satisfaction (cf. Graphique A7). Eux aussi ont retrouvé leur position d'il y a vingt-trois ans, avec un peu plus de modernité, même si celle-ci a légèrement reculé cette année.

- * Enfin, les **diplômés (bac ou supérieur)** occupent la troisième place au palmarès du modernisme (derrière les moins de 25 ans et les cadres). Ils avaient déjà été plus modernistes (en 1982-1984), mais ils n'ont jamais exprimé un tel bien-être sociétal (Graphique A8). Deux chiffres : 46 % estiment que leur situation personnelle s'améliore (contre 37 % en moyenne) et 56 % croient en des conditions de vie meilleures dans les cinq ans (contre 43 % en moyenne). De plus, il s'agit du groupe où les inquiétudes restent, en toute relativité, encore faibles (21 % d'inquiets, contre 31 % en moyenne).



Graphique A8
L'évolution des opinions chez les diplômés, les non-diplômés et les revenus "moyens-bas"



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.
Certains points annuels n'ont pas été indiqués pour les diplômés du "Bac et du Supérieur" afin de faciliter la lisibilité

Au total, si l'on résume l'ensemble de ces données, **trois conclusions** principales s'en dégagent :

- Les groupes ayant connu, entre janvier 2000 et début 2001, **la plus forte progression de la satisfaction** sont les suivants, dans l'ordre⁵:
 1. Les Franciliens.
 2. Les cadres.
 3. Les 25-34 ans.
 4. Les titulaires de bas revenus (moins de 6 000 F/mois), mais aussi les gens les plus aisés (20 000 F et plus/mois).
 5. Les ruraux (moins de 2 000 habitants).

La progression de la satisfaction s'est donc diffusée dans des groupes extrêmement différents.

- L'amélioration générale du moral des Français, tous groupes confondus, s'est accompagnée, chez certains, **d'une montée des revendications catégorielles**. Le sentiment de ne pas assez bénéficier du retour de la croissance n'a touché que quelques groupes bien précis. **Ceux pour lesquels l'insatisfaction a légèrement augmenté cette année sont, dans l'ordre⁵ :**
 1. Les habitants de villes de 2 000 à 20 000 habitants.
 2. Les bénéficiaires de revenus de 6 000 à 10 000 F/mois.
 3. Les 50-64 ans.

Mais on trouve ici aussi les retraités et les habitants des régions Nord et Est de la France.

Les titulaires de revenus de 6 000 à 10 000 F mensuels constituent le seul groupe figurant aujourd'hui du côté du mécontentement.

⁵ Ce classement est élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie sur l'axe de satisfaction/insatisfaction de l'Espace des Opinions.

- Enfin, la **progression du modernisme** a été, cette année, la plus marquante, dans l'ordre⁶, pour :
 1. Les habitants des agglomérations de 20 000 à 100 000 habitants, et ceux des villes de 2 000 à 20 000 âmes.
 2. Les titulaires de revenus de 6 000 à 10 000 F/mois, mais aussi ceux de moins de 6 000 F mensuels.
 3. Les moins de 24 ans.

On trouve donc là une partie des groupes marqués par une certaine impatience revendicative. Comme si la poussée de « modernité » avait accentué, chez certains, le sentiment d'être exclu de la croissance retrouvée.

⁶ Ce classement est élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie sur l'axe du modernisme/traditionalisme de l'Espace des Opinions.

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement.
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société.
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

* * *

*

